

Les journalistes et les lanceurs d’alerte à l’épreuve de la surveillance de masse

Depuis les années 2000, les évolutions en matière de stratégie anti-terroriste britannique (évoquées lors du chapitre précédent) sont sources de débat en raison de leur impact sur les droits et libertés individuels. Alors qu’un examen de proportionnalité doit s’appliquer à toutes mesures restrictives de liberté dans une société démocratique, cette période est marquée par un accroissement des pouvoirs de contrôle, de fouille et d’arrestation sans soupçon raisonnable, au nom de la sécurité nationale.

Il s’agit, dans un premier temps, d’analyser les débats concernant l’impact des mesures législatives qui autorisent les services de renseignement et les forces de l’ordre à procéder à des activités de surveillance dissimulée de tout individu, sans autorisation judiciaire ni mandat de perquisition. À cet égard, le risque de saisie de tout matériel journalistique nécessite une attention particulière en raison de l’effet dissuasif qu’il peut exercer sur les sources potentielles, effet nuisible à la liberté de la presse dans l’intérêt public. Dans un second temps, il convient d’examiner les révélations de 2014 concernant le détournement des pouvoirs anti-terroristes pour faire dévoiler des sources journalistiques de manière dissimulée dans le cadre de deux enquêtes policières liées à des scandales politiques : « Alice » et « Solar ».

La responsabilisation des autorités publiques nationales implique le contrôle parlementaire, le droit d’accès aux informations les concernant, et une presse libre de rendre compte de leurs agissements. Cependant, les divulgations de Snowden relatives aux programmes de surveillance de masse étatique en 2013 (déjà évoquées lors du chapitre III) suscitent un questionnement quant à la capacité du Parlement britannique à encadrer les actions du Gouvernement à l’ère numérique. Face au risque de normalisation de la surveillance de masse, il est nécessaire de procéder à une analyse des ripostes du journalisme d’investigation et des défenseurs des droits de l’homme. D’une part, il s’agit ici de mettre en contexte les trois affaires judiciaires *Big Brother Watch and Others v UK* (n° 58170/13, 62322/14, 24960/15), qui constituent collectivement la première contestation du cadre législatif des activités de surveillance de masse du Royaume-Uni devant la Cour européenne des droits de l’homme depuis les révélations de Snowden. D’autre part, il convient d’examiner l’adaptation du journalisme, qui cherche à réaffirmer sa légitimité au service de l’intérêt public. Les révélations relatives aux « Panama Papers » et aux « Paradise Papers », en 2016 et 2017 respectivement, sont d’un intérêt particulier à ce sujet, car l’exploitation des documents provenant de fuites

massives anonymes témoigne d'une coopération au-delà des intérêts des publications concurrentielles, à l'échelle internationale.

5.1. L'impact de la lutte anti-terroriste sur les pouvoirs d'enquête et de surveillance depuis les années 2000

Compte tenu de l'importance des pouvoirs de contrôle, de fouille et d'arrestation, sans soupçon raisonnable, conférés aux forces de police par les mesures législatives visant à éliminer tout risque d'acte terroriste, il convient d'en étudier l'impact sur le journalisme. Le cas d'un doctorant et d'une photjournaliste, qui ont subi indépendamment des contrôles et fouilles alors qu'ils se dirigeaient vers des manifestations à Londres en 2003, est d'un intérêt particulier à cet égard. En effet, l'arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme, dans l'affaire *Gillan and Quinton v the UK 4158/05 [2010] ECHR 28*, crée un précédent majeur concernant les insuffisances des garde-fous prévus contre les détournements des pouvoirs anti-terroristes. Cependant, les révélations de 2014 relatives à la surveillance dissimulée de journalistes afin de faire dévoiler leurs sources montrent l'insuffisance des protections contre les pratiques arbitraires, malgré l'importance de la liberté de la presse pour l'intérêt public.

5.1.1. L'accroissement des pouvoirs de contrôle, de fouille et d'arrestation

Comme évoqué lors du chapitre précédent, la pratique du journalisme reste difficile dans le contexte du conflit en Irlande¹²⁵², et les organisations terroristes peuvent aller jusqu'à menacer la vie des journalistes, notamment lorsque ces derniers sont tenus de participer à des enquêtes policières anti-terroristes¹²⁵³. Le cas de Suzanne Breen¹²⁵⁴ montre ainsi qu'il n'est pas aisé pour les médias de proximité de publier des informations au sujet du conflit et des

¹²⁵² *Amnesty International*, « Northern Ireland: 'Free Press Under Threat,' Says Amnesty, as Investigative Journalists Face Further Police Questioning », *op. cit.* ; *European Federation of Journalists*, *op. cit.* ; MCCHRYSTAL, Ryan, *op. cit.*

¹²⁵³ *Committee to Protect Journalists*, « Journalist Lyra McKee Shot Dead During Riot in Northern Ireland », *op. cit.* ; CUSACK, Jim, *op. cit.* ; *International Federation of Journalists*, « Northern Ireland: Freelance Journalist Lyra McKee Shot Dead During Riots », *op. cit.* ; MCCHRYSTAL, Ryan, *op. cit.* ; MCDONALD, Henry, « Lyra McKee Obituary », *op. cit.* ; *National Union of Journalists*, « Murdered Reporter's Notes Deciphered », *op. cit.* ; WITCHEL, Elisabeth, *op. cit.*

¹²⁵⁴ *In the Matter of an Application by D / Inspector Justyn Galloway, PSNI, Under Paragraph 5, Schedule 5 of the Terrorism Act 2000, [2009] NI Cty 4, County 117*, *op. cit.*, para. 1-5 ; *The Evening Standard*, « Fighting for an Editor Facing Five Years' Jail for Protecting her Sources », *op. cit.*

organisations paramilitaires républicaines et loyalistes ; le rôle du journalisme d'investigation dans l'intérêt public est controversé¹²⁵⁵.

Cependant, au tournant du XXI^{ème} siècle, les débats politiques autour de la sécurité nationale au Royaume-Uni dépassent la situation irlandaise, pour être marqués par les évolutions du terrorisme à l'échelle internationale, comme en témoigne la focalisation des débats parlementaires anti-terroristes sur l'immigration et le droit d'asile¹²⁵⁶. La politique de défense britannique est traditionnellement conçue pour faire face à des menaces exceptionnelles, imminentes et identifiées¹²⁵⁷. Le glissement vers une politique de prévention, pour faire face à des risques dont certains restent non-identifiables, fait l'objet de controverses¹²⁵⁸. Dans une publication de 2007, Jon Moran, universitaire britannique spécialisé en études de sécurité, évoque le concept de « nationalisation de la vie privée » (*nationalization of private life*) pour expliquer l'érosion des droits et libertés en rapport avec la surveillance étatique¹²⁵⁹. Il estime que l'expansion des prérogatives de l'État est liée à la conception d'une société à risque (*a risk society*), où les citoyens sont perçus comme sources de danger potentiel¹²⁶⁰. Il prend comme exemple la transition de l'organisme de soutien pour enfants (*child support agency*) : d'un système de protection et d'assistance sociale régi par le droit civil, celui-ci a évolué vers un système de surveillance et de sanctions pénales sous le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher¹²⁶¹.

Suite aux attentats du 11 septembre 2001 survenus à New York et Washington, des démocraties libérales telles que l'Australie, les États-Unis, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, adoptent une série de mesures législatives anti-terroristes¹²⁶². Des échanges sont

¹²⁵⁵ COOKE, Tim, *Prepared for War, Ready for Peace?: Paramilitaries, Politics and the Press in Northern Ireland*, *op. cit.*, pp. 3-5 ; GRIFFIN, Tom, *op. cit.* ; HANITZSCH, Thomas, *op. cit.*, pp. 6-7 ; LOYN, David, *op. cit.*, p. 8.

¹²⁵⁶ HUYSMANS, Jef et BUONFINO, Alessandra, *op. cit.*, p. 7 ; LUTZ, Brenda et LUTZ, James, *op. cit.*, pp. 2-3 ; WILLIAMS, David, *op. cit.*, pp. 683, 691-692.

¹²⁵⁷ BOAS, Ingrid et HAMMERSTAD, Anne, *op. cit.*, pp. 1-27 ; SIMON, Stephanie, *op. cit.*, pp. 157-173.

¹²⁵⁸ *Ibid.*

¹²⁵⁹ MORAN, Jon, « Generating More Heat than Light? Debates on Civil Liberties in the UK », in *Policing: A Journal of Policy and Practice*, vol. 1, n° 1, 2007 [en ligne], <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.576.9057&rep=rep1&type=pdf> [consulté en janvier 2015], pp. 80-93, pp. 89-91.

¹²⁶⁰ *Ibid.*

¹²⁶¹ *Ibid.*

¹²⁶² ANYANWU, Chika, « Fear of Communicating Fear Versus Fear of Terrorism: A Human Rights Violation or a Sign of our Time? », in *International Journal of Speech-Language Pathology*, vol. 20, n° 1, 2018 [en ligne], <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/17549507.2018.1419281> [consulté en décembre 2014], pp. 26-33, p. 28 ; HAUBRICH, Dirk, « September 11, Anti-Terror Laws and Civil Liberties: Britain, France and Germany Compared », in *Government and Opposition*, vol. 38, n° 1, 2003 [en ligne], <https://www.jstor.org/stable/44483014> [consulté en décembre 2014], pp. 3-28, p. 7-10 ; HENNING, Virginia, « Anti-Terrorism, Crime and Security Act 2001: Has the United Kingdom Made a Valid Derogation from the European Convention of Human Rights? », in *American University International Law Review*, vol. 17, n° 6, 2002 [en ligne],

menés en toute urgence à l'initiative des États-Unis, et le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte la résolution 1373 portant sur les mesures anti-terroristes, dès le 28 septembre 2001¹²⁶³. En dehors des quinze membres du Conseil, aucune concertation n'est menée avec les autres pays membres, et aucune contestation n'est enregistrée¹²⁶⁴. Le rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte anti-terroriste conduit une étude sur la base d'environ 640 rapports, émis par les États membres en application de cette résolution, entre 2001 et 2005¹²⁶⁵. Il conclut que les préoccupations des États membres se focalisent sur la lutte anti-terroriste, sans prendre en considération son impact sur la protection des droits de l'homme¹²⁶⁶. Par ailleurs, il conclut de même pour la période allant de 2005 à 2010, malgré la création du Conseil des droits de l'homme en 2006 et l'engagement de ce dernier à prendre en compte les droits de l'homme dans les questions relatives à l'application de la résolution 1373¹²⁶⁷.

Cette vague de mesures anti-terroristes à l'échelle internationale se démarque par la rapidité des mesures prises et leur interprétation potentiellement large¹²⁶⁸, d'où les vives critiques concernant l'érosion des libertés des citoyens (*civil liberties*) au sens des droits de l'homme reconnus par la Convention européenne des droits de l'homme et la Déclaration universelle des droits de l'homme¹²⁶⁹. Kent Roach, juriste universitaire canadien, emploie le terme « hyper-législation » pour décrire cette situation¹²⁷⁰. En particulier, la primauté accordée à l'exécutif dans l'exercice de pouvoirs exceptionnels d'intervention remet en cause le principe de séparation des pouvoirs dans une société démocratique : selon le philosophe italien Giorgio Agamben, il s'agit de l'instauration, en Europe et aux États-Unis, d'un état d'exception constant (*state of exception*) en tant que modèle de gouvernance, impliquant des pratiques

digitalcommons.wcl.american.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1231&context=auilr [consulté en décembre 2014], pp. 1263-1297, pp. 1264-65 ; WILLIAMS, George, « A Decade of Australian Anti-Terror Laws », in *Melbourne University Law Review*, vol. 35, n° 3, 2011 [en ligne], www.mulr.com.au/issues/35_3/35_3_13.pdf [consulté en décembre 2014], pp. 1136-1176.

¹²⁶³ ROACH, Kent, *The 9/11 Effect: Comparative Counter-Terrorism*, Cambridge : Cambridge University Press, 1^{re} édition, 2011, pp. 31-32 ; *United Nations Security Council, Resolution 1373 (2001)*, le 28 septembre 2001 [en ligne], https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/RES/1373%20%282001%29 [consulté en février 2015].

¹²⁶⁴ *Ibid.*

¹²⁶⁵ *United Nations General Assembly, Report of the Special Rapporteur on the Promotion and Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms While Countering Terrorism, A/65/258*, le 6 août 2010 [en ligne], <https://www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/Terrorism-A-65-258.php> [consulté en février 2015], para. 42-44.

¹²⁶⁶ *Ibid.*

¹²⁶⁷ *Ibid.*

¹²⁶⁸ ANYANWU, Chika, *op. cit.*, p. 28 ; HAUBRICH, Dirk, *op. cit.*, pp. 7-10 ; MORAN, Jon, *op. cit.*, p. 81.

¹²⁶⁹ *Ibid.* ; HENNING, Virginia, *op. cit.*, pp. 1263-1297 ; *United Nations General Assembly, Universal Declaration of Human Rights*, adoptée le 10 décembre 1948 [en ligne], <https://www.un.org/en/universal-declaration-human-rights/> [consulté en septembre 2014], article 29 (2).

¹²⁷⁰ « hyper-legislation » : ROACH, Kent, *op. cit.*, p. 310.

autoritaires¹²⁷¹. Pour Helen Fenwick, juriste universitaire britannique, de telles mesures exceptionnelles ne doivent être empruntées que face à une menace imminente et sérieuse¹²⁷². Par ailleurs, elles doivent subir un examen de proportionnalité pour vérifier qu'elles ne dépassent pas les limites de ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs recherchés, car elles vont à l'encontre des idéaux démocratiques en remettant en cause les droits tels qu'inscrits dans la loi portant sur les droits de l'homme de 1998¹²⁷³. Fenwick en conclut que la loi portant sur la lutte contre le terrorisme, la criminalité et la sécurité (*Anti-Terrorism Crime and Security Act 2001*) ne respecte pas ces conditions¹²⁷⁴, et qu'en tout état de cause, les mesures législatives préexistantes octroyaient déjà à l'État britannique une marge de manœuvre conséquente en matière d'enquête¹²⁷⁵.

Dès décembre 1995, le gouvernement conservateur de John Major demande à Anthony Lloyd, alors Lord juriste (*Law Lord*) à la Chambre des lords, de mener une étude indépendante au sujet de la nécessité d'une législation anti-terroriste permanente au Royaume-Uni¹²⁷⁶. Le cadre législatif préexistant est composé essentiellement de dispositions temporaires : la loi portant sur la prévention du terrorisme de 1989 (*Prevention of Terrorism Temporary Provisions Act 1989*), qui devait être renouvelée chaque année¹²⁷⁷, et les dispositions d'urgence portant sur l'Irlande du Nord¹²⁷⁸ dans le contexte du conflit des *Troubles*¹²⁷⁹. En accord avec le rapport de

¹²⁷¹ AGAMBEN, Giorgio, *State of Exception* [traduit de l'italien vers l'anglais par ATELL, Kevin], Chicago et Londres: The University of Chicago Press, 1^{ère} édition, 2005, pp. 1-2, 18-22 ; HALLSWORTH, Simon et LEA, John, « Reconstructing Leviathan: Emerging Contours of the Security State », in *Theoretical Criminology*, vol. 15, n° 2, 2011 [en ligne], www.academia.edu/download/46385813/HallsworthLea2011.pdf [consulté en janvier 2018], pp.141-157, p.142.

¹²⁷² FENWICK, Helen, « The Anti-Terrorism, Crime and Security Act 2001: A Proportionate Response to 11 September? », in *The Modern Law Review*, vol. 65, n° 5, septembre 2002, pp. 724-762, p. 724-725.

¹²⁷³ *Ibid.*

¹²⁷⁴ *Ibid.*, pp. 724-725, 762 ; *Anti-Terrorism Crime and Security Act 2001*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2001/24/contents> [consulté en octobre 2017].

¹²⁷⁵ *Ibid.* ; *Criminal Justice and Police Act 2001*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2001/16/contents> [consulté en octobre 2017] ; *Regulation of Investigatory Powers Act 2000*, *op. cit.* ; *Terrorism Act 2000*, *op. cit.*

¹²⁷⁶ *Gillan and Quinton v the UK 4158/05 [2010] ECHR 28*, le 12 janvier 2010 [en ligne], <http://hudoc.echr.coe.int/rus?i=001-96585> [consulté en janvier 2015], para. 27-28 ; *Home Office, Legislation Against Terrorism: A Consultation Paper*, CM 4178, Londres : The Stationery Office, décembre 1998 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/legislation-against-terrorism-a-consultation-paper> [consulté en janvier 2015], introduction, para. 1-3 ; LLOYD, Anthony, *Inquiry into Legislation against Terrorism*, CM 3420, Londres : Stationery Office Books, vol. 1 et 2, 1^{re} édition, octobre 1996, vol. 1, p. v.

¹²⁷⁷ BARNETT, Hilaire, *op. cit.*, p. 556 ; *Home Office, Legislation Against Terrorism: A Consultation Paper*, CM 4178, *op. cit.*, introduction para. 1-5, chapitre 1, para. 1.1 ; *Prevention of Terrorism (Temporary Provisions) Act 1989 (repealed)*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1989/4/contents> [consulté en janvier 2015].

¹²⁷⁸ Voir par exemple : *Northern Ireland (Emergency Provisions) Act 1973*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1973/53> [consulté en janvier 2015] ; O'CONNOR, Colm, « Strapped to the Mast: The Siren Song of Dreadful Necessity, the United Kingdom Human Rights Act and the Terrorist Threat », in GANI, Miriam et MATHEW, Penelope (eds.), *Fresh Perspectives on the 'War on Terror'*, 1^{re} édition, 2008, pp. 327-60, pp. 331-32.

¹²⁷⁹ LIDBERG, Johan et MULLER, Denis (eds.), *op. cit.*, p. 60.

Lloyd publié en 1996, le gouvernement travailliste de Tony Blair considère qu'il convient d'instaurer « une législation permanente à l'échelle du Royaume-Uni » suite à l'Accord de paix de 1998¹²⁸⁰. Il présente ce projet de réformes sous l'angle de la modernisation et de la rationalisation¹²⁸¹, prenant en compte l'évolution des méthodes terroristes, qui dépassent les frontières nationales¹²⁸² :

*L'objectif du gouvernement est de créer une législation à la fois efficace et proportionnée à la menace à laquelle le Royaume-Uni est confronté de la part de toutes formes de terrorisme – Irlandais, international et interne – et qui soit suffisamment flexible pour répondre à une menace en cours d'évolution.*¹²⁸³

Alors que toute définition du terrorisme se heurte aux multiples contextes historiques et appropriations idéologiques liés à ce terme¹²⁸⁴, c'est la définition de cette notion par la législation qui permet de limiter les pouvoirs policiers et la responsabilité pénale¹²⁸⁵. La première réforme en matière de terrorisme, adoptée sous le gouvernement de Tony Blair, est la loi portant sur le terrorisme de 2000¹²⁸⁶. Cette dernière fait l'objet de controverse quant à son impact sur les droits et libertés des citoyens, car elle comprend une définition du terrorisme plus large que par le passé¹²⁸⁷. En effet, la loi temporaire de 1989 portant sur la prévention du terrorisme donnait comme définition : « [...] l'usage de violence à des fins politiques, et incluant tout usage de violence en vue de soumettre le public, ou toute partie du public, à la

¹²⁸⁰ « permanent United Kingdom-wide legislation » : *Home Office, Legislation Against Terrorism: A Consultation Paper*, CM 4178, *op. cit.*, introduction, para. 3 ; *Gillan and Quinton v the UK 4158/05 [2010] ECHR 28*, *op. cit.*, para. 28.

¹²⁸¹ *Home Office, Legislation Against Terrorism: A Consultation Paper*, CM 4178, *op. cit.*, chapitre 1, para. 1.1.

¹²⁸² *Ibid.*, introduction, para. 6.

¹²⁸³ « The Government's aim is to create legislation which is both effective and proportionate to the threat which the United Kingdom faces from all forms of terrorism - Irish, international and domestic - which is sufficiently flexible to respond to a changing threat » : *Ibid.*, introduction, para. 8.

¹²⁸⁴ GOLDER, Ben et WILLIAMS, George, « What is 'Terrorism'? Problems of Legal Definition », in *University of New South Wales Law Journal*, vol. 27, n° 2, 2004 [en ligne], w.tamilnation.co/terrorism/terrorism_definition.pdf [consulté en janvier 2015], pp. 270-295, p. 270 ; HOFFMAN, Bruce, « Defining Terrorism », in HOFFMAN, Bruce, *Inside Terrorism*, New York : Columbia University Press, 3^{ème} édition, 2017, pp. 1-42 ; *Home Office, The Definition of Terrorism: A Report by Lord Carlile of Berriew Q.C. Independent Reviewer of Terrorist Legislation*, CM7052, Londres : The Stationery Office, mars 2007 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/the-definition-of-terrorism-a-report-by-lord-carlile-of-berriew> [consulté en janvier 2015], p. 3, para. 6.

¹²⁸⁵ YOUNG, Reuven, *op. cit.*, p. 70.

¹²⁸⁶ ANDERSON, David, *The Terrorism Acts in 2013: Report of the Independent Reviewer on the Operation of the Terrorism Act 2000 and Part 1 of the Terrorism Act 2006*, Londres : The Stationery Office, juillet 2014 [en ligne], <https://terrorismlegislationreviewer.independent.gov.uk/the-terrorism-acts-in-2013-july-2014/> [consulté en octobre 2017], para. 4.11-4.23 ; FENWICK, Helen, *op. cit.*, p. 724 ; *Terrorism Act 2000*, *op. cit.*, article 1 (1), (2), (3) ; WALKER, Clive, « Journalist, Terrorist or Counter-Terrorist? The Perils of Investigative Journalism Post-9/11 », in *International Journal of Open Governments*, vol. 2, 2015 [en ligne], <http://ojs.imodev.org/index.php/RIGO/article/view/19/93> [consulté en octobre 2017], pp. 227-256, p. 234.

¹²⁸⁷ *Ibid.*

peur »¹²⁸⁸ tandis que la loi de 2000 portant sur le terrorisme fait référence à « [...] l'usage ou menace d'action », incluant des actions menées à l'extérieur du Royaume-Uni, ainsi que des motivations religieuses et/ou idéologiques¹²⁸⁹. L'article 44 de cette loi de 2000 accorde aux agents de police des pouvoirs accrus en matière de contrôle et de fouille s'ils « [...] estime[nt] que cela est opportun afin de prévenir des actes terroristes »¹²⁹⁰, ce qui rompt avec le principe bien établi de « soupçon raisonnable »¹²⁹¹. Les pouvoirs d'investigation visant à détecter ou éviter des infractions individuelles en cas de soupçon raisonnable sont bien ancrés¹²⁹², notamment en Angleterre et au Pays de Galles où ils remontent à la loi portant sur le vagabondage de 1824 (*Vagrancy Act 1824*)¹²⁹³. Cette dernière accordait aux policiers le pouvoir de fouiller et d'arrêter « [...] toute personne suspecte ou voleur reconnu »¹²⁹⁴.

Si l'Écosse et l'Irlande du Nord ont leurs propres spécificités historiques en matière de contrôle et de fouille¹²⁹⁵, l'accroissement de tels pouvoirs fait controverse à l'échelle du Royaume-Uni au tournant du XXI^{ème} siècle. C'est ce que démontre le rapport d'une enquête publique relative aux pratiques policières, publié en février 1999 suite au meurtre d'un adolescent noir, Stephen Lawrence, à Eltham (Londres), le 22 avril 1993¹²⁹⁶. Le rapport fait état

¹²⁸⁸ « [...] the use of violence for political ends, and includes any use of violence for the purpose of putting the public or any section of the public in fear » : *Prevention of Terrorism (Temporary Provisions) Act 1989 (repealed)*, *op. cit.*, article 20 (1).

¹²⁸⁹ « [...] the use or threat of action » : *Terrorism Act 2000*, *op. cit.*, section 1 (1), (2), (3).

¹²⁹⁰ « [...] considers it expedient for the prevention of acts of terrorism » : *Ibid.*, article 44 (3).

¹²⁹¹ « reasonable suspicion » : PARMAR, Alpa, « Stop and Search in London: Counter-Terrorist or Counter Productive? », in BOWLING, Ben et WEBER, Leanne (eds.), *Stop and Search: Police Power in Global Context*, Londres et New York : Routledge, 1^{re} édition, 2013, pp. 17-30. pp. 17-18.

¹²⁹² Voir par exemple : *Criminal Justice and Public Order Act 1994*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1994/33/contents> [consulté en janvier 2015], article 60 ; *Firearms Act 1968*, Londres : The Stationery Office, [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1968/27/contents> [consulté en janvier 2015], article 47 ; *Misuse of Drugs Act 1971*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1971/38/contents/enacted> [consulté en janvier 2015], article 23 ; *Police and Criminal Evidence Act 1984*, Londres : The Stationery Office, [en ligne], <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1984/60/contents> [consulté en janvier 2015], article 1.

¹²⁹³ DELSOL, Rebekah et SHINER, Michael, « Regulating Stop and Search: A challenge for police and community relations in England and Wales », in *Critical Criminology*, vol. 14, n° 3, 2006 [en ligne], citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.473.2841&rep=rep1&type=pdf [consulté en janvier 2015], pp. 241-263, p. 243.

¹²⁹⁴ « [...] every suspected Person or reputed Thief » : *Vagrancy Act 1824*, Londres : George Edward Eyre et William Spottiswoode [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/Geo4/5/83/section/4> [consulté en janvier 2015], article IV ; DELSOL, Rebekah et SHINER, Michael, *op. cit.*, p. 243.

¹²⁹⁵ Voir par exemple : BIGO, Didier et GUITTET, Emmanuel-Pierre, « Northern Ireland as Metaphor: Exception, suspicion and radicalization in the 'war on terror' », in *Security Dialogue*, vol. 42, n° 6, pp. 483-498, p. 485 ; HARKIN, Diarmaid et MURRAY, Kath, « Policing in Cool and Hot Climates: Legitimacy, power and the rise and fall of mass stop and search in Scotland », in *The British Journal of Criminology*, vol. 57, n° 4, 2017 [en ligne] <https://academic.oup.com/bjc/article-pdf/57/4/885/17638059/azw007.pdf> [consulté en décembre 2018], pp. 885-905, p. 885.

¹²⁹⁶ COTTLE, Simon, « Mediatized Public Crisis and Civil Society Renewal: The Racist Murder of Stephen Lawrence », in *Crime, Media, Culture: An International Journal*, vol. 1, n° 1, 2005 [en ligne], citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.832.8008&rep=rep1&type=pdf [consulté en janvier 2015], pp. 49-71 ; MACPHERSON, William, *The Stephen Lawrence Inquiry*, CM 4262-I, le 24 février 1999 [en ligne],

de racisme institutionnalisé au sein de la police¹²⁹⁷ et souligne l'existence de discrimination raciale dans la mise en œuvre des contrôles et fouilles policières envers la population noire¹²⁹⁸. Malgré les soixante-dix recommandations émises¹²⁹⁹, ces pouvoirs restent parmi les plus contestés dans l'exercice du maintien de l'ordre au Royaume-Uni en raison de leur inefficacité dans la lutte anti-terroriste et la remise en cause des droits et libertés individuelles¹³⁰⁰. À titre d'exemple, le nombre de contrôles et de fouilles effectués en vertu de la loi portant sur le terrorisme de 2000, tel qu'enregistré par le Ministère de la justice, s'élève à 117 278 pour la période 2007-2008, comparé à 37 197 pour la période 2006-2007¹³⁰¹. Cette situation peut s'expliquer, en partie, par l'état d'alerte maximum enclenché suite au désamorçage de deux voitures piégées à Haymarket le 29 juin 2007¹³⁰². Cependant, le Ministère de l'Intérieur constate, en 2010, qu'un pourcentage infime de ces contrôles aboutit à des arrestations dues à des activités terroristes¹³⁰³.

La protection des sources est particulièrement mise en cause par ces pouvoirs accrus de contrôle et de fouille, dits pouvoirs de l'article 44 (*section 44 powers*), car les journalistes peuvent être sommés de remettre tout matériel en leur possession aux officiers¹³⁰⁴. En cas de

<https://www.gov.uk/government/publications/the-stephen-lawrence-inquiry#r38> [consulté en janvier 2015], p. 18, para. 1.1.

¹²⁹⁷ MACPHERSON, William, *op. cit.*, p. 52, para. 6.48, p. 365, para. 46.1.

¹²⁹⁸ *Ibid.*, p. 360, para. 45.8-10.

¹²⁹⁹ *Ibid.*, pp. 375-382.

¹³⁰⁰ BOWLING, Ben et CORETTA, Phillips, « Disproportionate and Discriminatory: Reviewing the Evidence on Police Stop and Search », in *The Modern Law Review*, vol. 70, n° 6, 2007 [en ligne], <https://www.kcl.ac.uk/law/research/ria-assets/Ben-Bowling-Modern-Law-Review-stopsearch.pdf> [consulté en janvier 2015], pp. 936-961 ; *Human Rights Watch*, « Without Suspicion: Stop and Search Under the Terrorism Act 2000 », le 4 juillet 2010 [en ligne], <https://www.hrw.org/report/2010/07/04/without-suspicion/stop-and-search-under-terrorism-act-2000#> [consulté en janvier 2018] ; *Liberty*, « Section 44 Terrorism Act », date non indiquée [en ligne], <https://www.libertyhumanrights.org.uk/human-rights/justice-and-fair-trials/stop-and-search/section-44-terrorism-act> [consulté en janvier 2018] ; PARMAR, Alpa, *op. cit.*, pp. 17-30.

¹³⁰¹ *European Court of Human Rights*, « Information Note on the Court's Case-Law n° 126: Gillan and Quinton v the United Kingdom – 4158/05 », janvier 2010 [en ligne], <http://hudoc.echr.coe.int/rus?i=002-1158> [consulté en janvier 2015], para. 2 ; *Gillan and Quinton v the UK 4158/05 [2010] ECHR 28*, *op. cit.*, para. 84 ; *Ministry of Justice, Statistics on Race and the Criminal Justice System 2007/8: A Ministry of Justice publication under Section 95 of the Criminal Justice Act 1991*, Londres : Ministry of Justice Press Office, avril 2009, p. xi.

¹³⁰² TRAVIS, Alan [enregistrement audio], « Police: 'Stop and Search Disproportionately Targets Black and Asian People' », in *The Guardian*, le 1^{er} mai 2009 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk/audio/2009/may/01/stop-and-search-black-asian> [consulté en janvier 2015].

¹³⁰³ *Home Office*, « Home Office Statistical Bulletin: Operation of police powers under the Terrorism Act 2000 and subsequent legislation: Arrests, outcomes and stops & searches », le 10 juin 2010 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/statistics/operation-of-police-powers-under-the-terrorism-act-2000-and-subsequent-legislation-quarterly-update-december-2009> [consulté en janvier 2015], p. 15.

¹³⁰⁴ *Human Rights Watch*, « Without Suspicion: Stop and Search Under the Terrorism Act 2000 », *op. cit.* ; JENNINGS, Lewis, « Shooting the Messengers: An Overview of Index's Latest Published Work Including Three Reports on Media Freedom », in *Index on Censorship*, vol. 48, n° 1, 2019 [en ligne], <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0306422019840161> [consulté en mai 2019], pp. 106-108, p. 106 ; WALKER, Clive, « Journalist, Terrorist or Counter-Terrorist? : The Perils of Investigative Journalism Post-9/11 », *op. cit.*, p. 230.

non-coopération avec les autorités, les journalistes se trouvent ainsi face au risque de poursuites judiciaires¹³⁰⁵. Parmi les nombreux incidents entre journalistes et policiers dont font état les médias au cours des années 2000, il existe des témoignages de photojournalistes qui dénoncent des interférences injustifiées lors de leurs activités dans les lieux publics¹³⁰⁶. Ces faits surviennent notamment lors de la préparation de reportages sur des manifestations¹³⁰⁷. Étant donné que la prise de photographie est parfois liée à la planification d'attentats, les photojournalistes se trouvent ciblés en tant que terroristes potentiels¹³⁰⁸. Ce phénomène s'insère dans le contexte plus général des mesures anti-terroristes visant à éliminer tout risque d'acte terroriste¹³⁰⁹. Les organisations de défense du journalisme à l'échelle européenne et britannique, telles que la Fédération européenne des journalistes, le Syndicat national des journalistes et la Société britannique des photographes de presse (*British Press Photographers' Association*), dénoncent ainsi une criminalisation des pratiques journalistiques et appellent à la défense de la liberté de la presse¹³¹⁰.

Après deux ans de dialogue impliquant le Syndicat national des journalistes, le Centre pour le journalisme d'investigation (*Centre for Investigative Journalism*) et la Société britannique des photographes de presse, la police de la métropole du Grand Londres adopte, en mars 2006, des lignes directrices visant à améliorer ses rapports avec les journalistes¹³¹¹. La Société des chefs de police (*Association of Chief Police Officers*) abonde en ce sens, au nom de

¹³⁰⁵ WALKER, Clive, « Journalist, Terrorist or Counter-Terrorist? The Perils of Investigative Journalism Post-9/11 », *op. cit.*, p. 230.

¹³⁰⁶ PALMER, Daniel et WHYTE, Jessica, « 'No Credible Photographic Interest': Photography Restrictions and Surveillance in a Time of Terror », in *Philosophy of Photography*, vol. 1, n° 2, 2010 [en ligne], www.academia.edu/download/2022331/No_Credible_Photographic_Interest_Palmer_and_Whyte.pdf [consulté en janvier 2015], pp. 177-195, p. 178 ; SIMON, Stephanie, *op. cit.*, pp. 161-163.

¹³⁰⁷ *Ibid.*

¹³⁰⁸ SIMON, Stephanie, *op. cit.*, p. 163.

¹³⁰⁹ WALKER, Clive, « Intelligence and Anti-Terrorism Legislation in the United Kingdom », in *Crime, Law and Social Change*, vol. 44, n° 4-5, 2005, pp. 387-422, p. 387.

¹³¹⁰ CROOK, Tim, « Protect Journalists' Sources or Give up on British Democracy », in *The Journal: Magazine of the Chartered Institute of Journalists*, printemps 2014 [en ligne], <https://cioj.org/thejournal/uploads/2016/06/Journal-Spring-2014.pdf> [consulté en novembre 2017], pp. 1-16, pp. 1, 3 ; *National Union of Journalists*, « Hundreds Demonstrate Right to Photograph in London », le 16 février 2009 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/hundreds-demonstrate-right-to-photograph-london/> [consulté en janvier 2015] ; PALMER, Daniel et WHYTE, Jessica, *op. cit.*, p. 178 ; WALKER, Clive, « Journalist, Terrorist or Counter-Terrorist? The Perils of Investigative Journalism Post-9/11 », *op. cit.*, pp. 230-237.

¹³¹¹ *British Press Photographers' Association*, « Metropolitan Police Media Guidelines », date non indiquée [en ligne], <https://thebppa.com/metropolitan-police-media-guidelines/> [consulté en février 2015] ; *Editorial Photographers United Kingdom and Ireland*, « Resources: ACPO Police-Media Guidelines », date non indiquée [en ligne], <http://www.epuk.org/resources/acpo-police-media-guidelines> [consulté en janvier 2015] ; *National Union of Journalists*, *ACPO Police and Media Guidance*, le 21 juillet 2007 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/documents/acpo-police-and-media-guidance/> [consulté en janvier 2015] ; ROWLANDS, Max, « Statewatch Analysis: Media Freedoms in the UK Curtailed by Police 'Culture of Suspicion' and Double Standards », in *Statewatch Journal*, vol. 18, n° 3, 2009 [en ligne], <http://www.statewatch.org/analyses/no-73-uk-police-press-and-protests.pdf> [consulté en janvier 2015], pp. 1-6, p. 1.

l'ensemble des forces de l'ordre, à partir d'avril 2007¹³¹². Parmi les principes énoncés, il est rappelé que les médias n'ont pas besoin d'obtenir une autorisation pour photographier ou filmer dans des lieux publics¹³¹³. Malgré cet accord, les tensions persistent, comme en témoigne l'adoption à l'unanimité d'une résolution portée par le Syndicat national des journalistes, à l'occasion de la rencontre annuelle du Congrès des syndicats (*Trades Union Congress*) à Brighton, le 9 septembre 2008¹³¹⁴. Cette résolution dénonce notamment l'impact de la loi portant sur le terrorisme de 2000 pour le journalisme indépendant, tel que le risque d'emprisonnement en cas de non-révélation des sources, et cite explicitement les cas de Shiv Malik et Robin Ackroyd (déjà évoqués dans le chapitre précédent)¹³¹⁵. Elle insiste sur la nécessité de médias libres dans une société démocratique, sur le rôle des lanceurs d'alerte, sur la protection des sources journalistiques dans l'intérêt public et l'obligation de respect de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme¹³¹⁶.

Afin de défendre le droit de photographier dans les lieux publics, un groupe de lobbying, *Je suis photographe, et non terroriste ! (I'm a Photographer, Not a Terrorist!)*, est créé le 8 août 2009, à l'occasion d'un évènement à l'espace d'art alternatif *The Foundry* (Londres)¹³¹⁷, avec pour devise : « La photographie est menacée. Dans tout le pays, toute personne munie d'un appareil photo est ciblée en tant que terroriste potentiel. Cette campagne s'adresse à tous ceux qui attachent une grande valeur à la liberté de la presse illustrée »¹³¹⁸. De nombreuses mobilisations-éclair devant des lieux publics sont organisées, telle qu'une rencontre de plus de 300 photojournalistes, le 16 février 2009, pour prendre des photographies devant New Scotland

¹³¹² *Editorial Photographers United Kingdom and Ireland, op. cit.*

¹³¹³ *Ibid.*

¹³¹⁴ ROWLANDS, Max, *op. cit.*, p. 1 ; *Trades Union Congress*, « Congress Report 2008: The 140th Annual Trades Union Congress », du 8 au 11 septembre 2008 [en ligne], <https://www.tuc.org.uk/events/national/tuc-congress-2008> [consulté en février 2015].

¹³¹⁵ *Ibid.*

¹³¹⁶ *Ibid.*

¹³¹⁷ COOMES, Phil, « I'm a Photographer... », in *BBC*, le 11 août 2009 [en ligne], https://www.bbc.co.uk/blogs/photoblog/2009/08/im_a_photographer.html [consulté en janvier 2015] ; HEIFERMAN, Marvin, « A Photographer, Not a Terrorist », in *Smithsonian Institute Archives*, le 11 mars 2010 [en ligne], <https://siarchives.si.edu/blog/photographer-not-terrorist> [consulté en janvier 2015] ; HURD, Jess, PARKINSON, Jason, SMITH, Grant, VALLÉE, Marc, WARREN, Jonathan, *I'm a Photographer, Not a Terrorist! A Brief History*, 2010 (brochure papier).

¹³¹⁸ « Photography is under attack. Across the country anyone with a camera is targeted as a potential terrorist. This campaign is for everyone who values visual imagery press freedom » : *I'm a Photographer, Not a Terrorist!* « Contact Us », date non indiquée [en ligne], <https://phnat.org/> [consulté en janvier 2015].

Yard (Londres)¹³¹⁹, ou encore une manifestation rassemblant environ 3000 personnes à Trafalgar Square (Londres), le 23 janvier 2010¹³²⁰.

Le 12 janvier 2010, la Cour européenne rend un jugement clé dans *Gillan and Quinton v the UK 4158/05 [2010] ECHR 28*, d'après lequel les articles 44 et 45 de la loi portant sur le terrorisme de 2000 constituent une ingérence disproportionnée dans le droit à la vie privée garanti par l'article 8 de la Convention¹³²¹. Les garde-fous prévus par la législation britannique sont considérés comme insuffisants pour « [...] constituer un véritable frein aux larges pouvoirs accordés à l'exécutif »¹³²². Dans cette affaire qui remonte au 9 septembre 2003, un doctorant et une photjournaliste ont subi indépendamment des contrôles et fouilles alors qu'ils se dirigeaient vers des manifestations devant un salon des armes tenu aux Docks de Londres par un fournisseur spécialisé, *Defence Systems and Equipment International*¹³²³. Selon le premier requérant, Kevin Gillan, les deux policiers qui l'ont arrêté font valoir la présence d'un grand nombre de manifestants et l'éventualité de désordre¹³²⁴. Alors que le second requérant, Pennie Quinton, est clairement identifiable en tant que photjournaliste par sa tenue, appareil photographique et cartes de presse, il lui est demandé de cesser de filmer¹³²⁵. Finalisé le 28 juin 2010, ce jugement annonce la fin, en pratique, du recours aux pouvoirs de contrôle et de fouille sans soupçon raisonnable au Royaume-Uni¹³²⁶. Les articles 44 à 47 sont abrogés et remplacés par des dispositions incluant le principe de soupçon raisonnable sous l'article 47A de la loi portant sur la protection des libertés de 2012 (*Protection of Freedoms Act 2012*)¹³²⁷. Selon

¹³¹⁹ *National Union of Journalists*, « Hundreds Demonstrate Right to Photograph in London », *op. cit.* ; *National Union of Journalists*, « London Rally Focuses on Civil Liberties and Press Freedom », le 14 avril 2010 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/london-rally-focuses-civil-liberties-and-press-freedom/> [consulté en janvier 2015] ; PALMER, Daniel et WHYTE, Jessica, *op. cit.*, p. 178.

¹³²⁰ *BBC*, « Photographers Protest Over UK Terror Search Laws », le 23 janvier 2010 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/8476318.stm [consulté en février 2015] ; HURD, Jess, PARKINSON, Jason, SMITH, Grant, VALLÉE, Marc, WARREN, Jonathan, *op. cit.*

¹³²¹ *Gillan and Quinton v the UK 4158/05 [2010] ECHR 28*, *op. cit.*, para. 87.

¹³²² IP, John, « The Reform of Counterterrorism Stop and Search after *Gillan v United Kingdom* », in *Human Rights Law Review*, vol. 14, n° 4, 2013 [en ligne], https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2175378 [consulté en février 2015], pp. 1-26, pp. 6-9 ; LEACH, Philip, *op. cit.*, p. 27.

¹³²³ « [...] to constitute a real curb on the wide powers afforded to the executive » : *Gillan and Quinton v the UK 4158/05 [2010] ECHR 28*, *op. cit.*, para. 79.

¹³²⁴ *Ibid.*, para. 8 ; *BBC*, « Arrests Over Arms Fair Protests », le 8 septembre 2003 [en ligne], http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/england/london/3091854.stm [consulté en janvier 2018].

¹³²⁵ IP, John, *op. cit.*, p. 3.

¹³²⁶ *Gillan and Quinton v the UK 4158/05 [2010] ECHR 28*, *op. cit.*, para. 8.

¹³²⁷ *Ibid.*, para. 9.

¹³²⁸ IP, John, *op. cit.*, pp. 9-10 ; PARMAR, Alpa, *op. cit.*, p. 19.

¹³²⁹ *Home Office*, « Codes of Practice on Counter-Terrorism Stop and Search Powers, Post-Charge Questioning and Related Matters », le 14 mai 2012 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/speeches/codes-of-practice-on-counter-terrorism-stop-and-search-powers-post-charge-questioning-and-related-matters> [consulté en février 2015] ; IP, John, *op. cit.* ; PARMAR, Alpa, *op. cit.*, p. 19 ; *Protection of Freedoms Act 2012*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2012/9/part/4/crossheading/stop-and-search-powers-general/enacted> [consulté en décembre 2014], articles 59-62.

Quinton, cette affaire permet de « [...] démontrer les possibilités de détournement et le manque de responsabilisation du pouvoir »¹³²⁸.

L'arrêt rendu dans *Gillan and Quinton v the UK 4158/05 [2010] ECHR 28* représente une grande victoire pour la presse britannique dans la mesure où il appelle à une meilleure responsabilisation des autorités¹³²⁹. Cependant, cette victoire est à nuancer car l'arrêt précise que les pouvoirs de contrôle, de fouille et d'arrestation dans les aéroports ne vont pas l'encontre du droit à la vie privée tel que protégé par l'article 8 de la Convention européenne¹³³⁰. En effet, l'arrêt constate qu'« un voyageur peut être considéré comme consentant à un tel contrôle par son choix de voyager »¹³³¹. Les contraintes à la liberté de circulation qu'implique cette exception pour les journalistes, et le risque de saisie de tout matériel journalistique, continuent à faire l'objet d'une controverse¹³³². En effet, l'annexe 7 de la loi portant sur le terrorisme de 2000 permet aux autorités de déroger au principe de soupçon raisonnable dans les ports, aéroports et gares routières internationales¹³³³. C'est dans ce cadre que David Miranda est arrêté, le 18 août 2013, par des officiers de la branche spéciale anti-terroriste à l'aéroport de Heathrow (Londres), alors qu'il est en correspondance depuis l'Allemagne vers le Brésil aux frais du *Guardian*¹³³⁴. Miranda a en sa possession des documents électroniques cryptés fournis par Snowden, et a l'intention de les transmettre à son compagnon journaliste, Glenn Greenwald, au Brésil¹³³⁵. Il est détenu et interrogé pendant neuf heures, et l'ensemble de ses possessions

¹³²⁸ « [...] demonstrate the scope for misuse and lack of accountability of the power » : QUINTON, Pennie, « Danger of Tory Sus-Style Searches », in *The Guardian*, le 12 avril 2010 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/libertycentral/2010/apr/12/sus-laws-tories-stop-search> [consulté en janvier 2015].

¹³²⁹ *Gillan and Quinton v the UK 4158/05 [2010] ECHR 28*, *op. cit.*, para. 87.

¹³³⁰ *Ibid.*, para. 64.

¹³³¹ « An air traveller may be seen as consenting to such a search by choosing to travel » : *Ibid.*

¹³³² Voir par exemple : MILLS, Anthony et SARIKAKIS, Katharine, *op. cit.*, pp. 1-11 ; *Reporters sans frontières*, « World Press Freedom Index 2013 », 2013 [en ligne], <https://rsf.org/en/world-press-freedom-index-2013> [consulté en août 2014].

¹³³³ *Liberty*, « Schedule 7 », date non indiquée [en ligne], <https://www.libertyhumanrights.org.uk/human-rights/countering-terrorism/schedule-7> [consulté en octobre 2017] ; LOWE, David, « Surveillance and International Terrorism Intelligence Exchange: Balancing the Interests of National Security and Individual Liberty », in *Terrorism and Political Violence*, vol. 28, n° 4, 2014 [en ligne], <http://researchonline.ljmu.ac.uk/id/eprint/444/> [consulté en octobre 2017], pp. 1-32, p. 22-24 ; WALKER, Clive, « Journalist, Terrorist or Counter-Terrorist? The Perils of Investigative Journalism Post-9/11 », *op. cit.*, p. 232.

¹³³⁴ *Ibid.* ; *The Guardian*, « Glenn Greenwald's Partner Detained at Heathrow Airport for Nine Hours », le 19 août 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2013/aug/18/glenn-greenwald-guardian-partner-detained-heathrow> [consulté en octobre 2017] ; *World Association of Newspapers and News Publishers, Press Freedom in the United Kingdom*, Paris : WAN-IFRA, mars 2014 [en ligne], https://www.wan-ifa.org/sites/default/files/field_article_file/WAN_IFRA_UK_Press_Freedom_Rpt_March_2014.pdf [consulté en août 2014], p. 22.

¹³³⁵ *Ibid.* ; WALKER, Clive, « Journalist, Terrorist or Counter-Terrorist? The Perils of Investigative Journalism Post-9/11 », *op. cit.*, pp. 230-237.

électroniques sont saisies à des fins d'examen¹³³⁶. L'un des avocats ayant contribué à l'adoption de ladite loi de 2000, Charles Falconer, précise que :

*L'annexe 7 ne permet pas de placer en garde à vue et d'interroger des journalistes simplement parce que l'État estime qu'ils ne devraient pas être en mesure de publier des contenus en raison des dommages pouvant résulter de la publication, ou parce qu'ils désapprouvent la provenance de l'information. L'État a outrepassé ses pouvoirs dans cette affaire. Plus tôt les tribunaux clarifieront ce point, mieux ce sera.*¹³³⁷

Par ailleurs, l'organisme professionnel du journalisme le plus ancien du monde (*Chartered Institute of Journalists*) adopte une résolution dès octobre 2013 pour dénoncer la saisie de documents confidentiels auprès des journalistes¹³³⁸. Cependant, la presse traditionnelle conservatrice choisit de mettre l'accent sur la sécurité nationale, malgré le fort intérêt public lié aux révélations de Snowden¹³³⁹. Cette présentation médiatique se situe dans un contexte où la presse traditionnelle conservatrice donne à voir une hostilité au *Guardian* (point déjà évoqué dans le chapitre III)¹³⁴⁰. Suite aux recours judiciaires de Miranda¹³⁴¹, le jugement de la Cour d'appel d'Angleterre et du Pays de Galles du 19 janvier 2016 conclut que le paragraphe 2(1) de l'annexe 7 de la loi portant sur le terrorisme de 2000 est incompatible avec l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme¹³⁴². Il considère que les protections contre les pratiques arbitraires sont insuffisantes au vu de l'importance de la liberté de la presse pour l'intérêt public et, plus particulièrement, de celle de la protection des sources journalistiques¹³⁴³. Le jugement appelle ainsi le Parlement britannique à agir en conséquence¹³⁴⁴.

¹³³⁶ *Ibid.*

¹³³⁷ « Schedule 7 does not contain a power to detain and question journalists simply because the state thinks they should not be able to publish material because of the damage publication might do, or because they do not approve of where the information came from. The state has exceeded its powers in this case. The sooner the courts make this clear, the better » : FALCONER, Charles, « The Detention of David Miranda was an Unlawful Use of the Terrorism Act », in *The Guardian*, le 21 août 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/2013/aug/21/terrorism-act-david-miranda-detention> [consulté en août 2014] ; *World Association of Newspapers and News Publishers*, *op. cit.*, p. 22.

¹³³⁸ CROOK, Tim, *op. cit.*, p. 3.

¹³³⁹ GLOVER, Stephen, « That Airport Arrest Troubles Me. But The Guardian's in Murky Waters Where Those Who Love Their Country Should Not Venture », in *The Daily Mail*, le 20 août 2013 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/debate/article-2398470/The-Guardians-murky-waters-love-country-venture-says-STEPHEN-GLOVER.html> [consulté en septembre 2017] ; PETLEY, Julian, « The State Journalism is In: Edward Snowden and the British Press », *op. cit.*, p. 19.

¹³⁴⁰ *Ibid.*

¹³⁴¹ *Miranda v Secretary of State for the Home Department [2014] EWHC 255*, le 19 février 2014 [en ligne], <https://www.5rb.com/case/david-miranda-v-1-secretary-state-home-department-2-commissioner-police-metropolis/> [consulté en octobre 2017].

¹³⁴² *R (on application of Miranda) v Secretary of State for the Home Department [2016] EWCA Civ 6*, le 19 janvier 2016 [en ligne], <https://www.judiciary.uk/wp-content/uploads/2016/01/miranda-v-home-sec-judgment.pdf> [consulté en octobre 2017], para. 100-119.

¹³⁴³ *Ibid.*

¹³⁴⁴ *Ibid.*, para. 119.

Cependant, le bien-fondé du recours à la législation anti-terroriste pour saisir du matériel journalistique ne cesse de faire débat, comme en témoigne l'analyse du juriste universitaire Clive Walker, dans le cadre du dernier rapport annuel en date de l'enquêteur indépendant de la législation anti-terroriste¹³⁴⁵. Il attire l'attention sur les dangers inhérents à une absence de responsabilisation quant à la définition du terrorisme, car ce sont les services qui sont chargés, en interne, de déterminer ce qui est qualifié d'acte terroriste, sans regard extérieur provenant des commissions d'enquêtes parlementaires par exemple¹³⁴⁶ :

*La responsabilité des méfaits a souvent été reconnue au terme de longues années par le biais de contestations judiciaires ou d'enquêtes publiques. Ce serait une erreur de permettre aux États d'éviter la désignation de terrorisme concernant leurs propres méfaits tout en leur permettant de l'appliquer largement à leurs ennemis.*¹³⁴⁷

L'élargissement des pouvoirs accordés aux services secrets, avec ou sans la coopération du secteur technologique, implique des questions d'insuffisance des contrôles démocratiques telles qu'évoquées par le Commissaire aux droits de l'homme, et ce à l'échelle des États membres de l'Union européenne¹³⁴⁸. Selon un manuel de sécurité du Ministère de la défense de 2001, classé restreint, et faisant l'objet d'une fuite par *Wikileaks* en 2009, les journalistes d'investigation figurent parmi les « menaces non-traditionnelles » à la sécurité nationale¹³⁴⁹. Il est précisé qu'il faut se protéger des journalistes au même titre que les services de renseignement étrangers, les groupes anti-terroristes, les anciens employés désabusés, les malfaiteurs¹³⁵⁰. C'est en 2014 qu'il s'avère que les services de police se servent de la législation anti-terroriste pour surveiller, et faire dévoiler, des sources journalistiques dans le cadre de deux enquêtes policières dites « Alice » et « Solar ».

¹³⁴⁵ WALKER, Clive, in HILL, Max, *The Terrorism Acts in 2017*, Londres : The Stationery Office, octobre 2018 [en ligne], <https://terrorismlegislationreviewer.independent.gov.uk/terrorismacts2017/> [consulté en octobre 2018], pp. 133-134.

¹³⁴⁶ HAUBRICH, Dirk, *op. cit.*, p. 20.

¹³⁴⁷ « Accountability for misdeeds has often been wrung out years later by court challenges or official inquiries. It would be a mistake to allow states to eschew the designation of terrorism for their own misdeeds while allowing them the freedom to apply it broadly to their enemies » : WALKER, Clive, in HILL, Max, *op. cit.*, p. 145.

¹³⁴⁸ *Commissioner for Human Rights, Democratic and Effective Oversight of National Security Services*, Strasbourg : European Council, mai 2015 [en ligne], <https://book.coe.int/en/commissioner-for-human-rights/6682-pdf-democratic-and-effective-oversight-of-national-security-services.html> [consulté en octobre 2017], p. 5.

¹³⁴⁹ « non-traditional threats » : *Ministry of Defence*, « UK MoD Manual of Security Volumes 1, 2 and 3, Issue 2 », JSP 440, octobre 2001, archivé par *Wikileaks* [en ligne], https://wikileaks.org/wiki/UK_MoD_Manual_of_Security_Volumes_1,_2_and_3_Issue_2,_JSP-440_RESTRICTED,_2389_pages,_2001 [consulté en octobre 2017], pp. 15, 2302.

¹³⁵⁰ *Ibid.*

5.1.2. La découverte de la surveillance dissimulée des journalistes en 2014 : les enquêtes policières « Alice » et « Solar »

L'une des révélations de Snowden montre que le Quartier-général des communications du gouvernement a intercepté les courriels des journalistes d'organes tels que la *BBC*, *Reuters*, le *Guardian*, le *Sun*, lors d'un essai en novembre 2008¹³⁵¹. L'ampleur de telles ingérences dans les activités journalistiques reste inconnue, et la littérature concernant l'impact de la surveillance sur le rôle de chien de garde du journalisme est encore peu développée¹³⁵². D'après une étude internationale publiée en 2016, et incluant les témoignages de plus de quarante journalistes expérimentés, il résulte que ces derniers sont bien conscients des difficultés auxquelles ils doivent faire face en raison des atteintes à la vie privée, à la liberté de circulation, au droit d'accès à l'information¹³⁵³. Ils citent, à ce titre, des cas de harcèlement dans les aéroports, des contrôles physiques et sur Internet, ainsi que des menaces de poursuites en vertu des lois portant sur les secrets officiels, l'espionnage ou la trahison¹³⁵⁴.

Au Royaume-Uni, c'est la loi portant sur la régulation des pouvoirs d'enquête de 2000 qui autorise les services de renseignement et les forces de l'ordre à procéder à des activités de surveillance dissimulée de tout individu, par le biais de mandats accordés par l'un des Ministres¹³⁵⁵. Conçue pour prendre en compte les évolutions technologiques liées à la communication dans la lutte anti-terroriste, cette loi régleme l'interception, l'acquisition et la divulgation des données recueillies¹³⁵⁶. Ces mesures ne nécessitent ni autorisation judiciaire ni mandat de perquisition, contrairement à ce qui est prévu en cas de fouilles et saisies physiques en vertu de la loi portant sur la police et les preuves criminelles de 1984 (*Police and Criminal Evidence Act 1984*)¹³⁵⁷. Par conséquent, les autorités ne sont pas tenues d'informer les

¹³⁵¹ BALL, James, « GCHQ Captured Emails of Journalists from Top International Media », in *The Guardian*, le 19 janvier 2015 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk-news/2015/jan/19/gchq-intercepted-emails-journalists-ny-times-bbc-guardian-le-monde-reuters-nbc-washington-post> [consulté en novembre 2017] ; *Edward Snowden Foundation*, « Journalists' Emails Posted on GCHQ Intranet », date non indiquée [en ligne], <https://edwardsnowden.com/fr/revelations/#journalists-emails-posted-on-gchq-intranet> [consulté en novembre 2017].

¹³⁵² BRADSHAW, Paul, *op. cit.*, p. 335 ; MILLS, Anthony et SARIKAKIS, Katharine, *op. cit.*, p. 2.

¹³⁵³ MILLS, Anthony et SARIKAKIS, Katharine, *op. cit.*, pp. 1-11.

¹³⁵⁴ *Ibid.*, p. 5.

¹³⁵⁵ HOSEIN, Ian et WHITLEY, Edgar, *op. cit.*, pp. 858, 860 ; *House of Commons Home Affairs Select Committee, Home Affairs – First Report*, HC351, Londres : The Stationery Office, le 15 novembre 2001 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm200102/cmselect/cmhaff/351/35104.htm#a2> [consulté en décembre 2014], para 8 ; MAY, Anthony, *op. cit.*, pp. 3, 5, 19, para. 2.9, 3.4, 4.2 ; *Regulation of Investigatory Powers Act 2000*, *op. cit.*, articles 5, 8(1), 8(4).

¹³⁵⁶ DENCİK, Lina et HINTZ, Arne, *op. cit.*, p. 5 ; MAY, Anthony, *op. cit.*, p. 2, para. 2.3 ; MOORE, Martin, « RIP RIPA? Snowden, Surveillance, and the Inadequacies of our Existing Legal Framework », *op. cit.*, pp. 125-132.

¹³⁵⁷ *Police and Criminal Evidence Act 1984*, *op. cit.* ; TOMLINSON et *Hacked Off*, « Newspaper Coverage of Police Misuse of RIPA Laws Shows Victims of Press Abuse Got a Raw Deal », le 28 octobre 2014 [en ligne],

journalistes des requêtes de saisie des données et des métadonnées de communications les concernant¹³⁵⁸. Ces requêtes peuvent être effectuées dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la prévention ou de la détection d'infractions graves, de la protection des intérêts économiques du Royaume-Uni, et dans le cadre de tout accord international d'entraide judiciaire¹³⁵⁹. Compte tenu des révélations de Snowden en 2013, la question se pose quant à la capacité du Parlement à cadrer les actions de l'État à l'ère numérique¹³⁶⁰. Selon un rapport du Commissaire à l'interception des communications, Anthony May, 514 608 notifications et autorisations ont été octroyées afin d'obtenir des données de communication en 2013, et le nombre d'individus ciblés n'est pas connu¹³⁶¹.

Le recours à la législation anti-terroriste pour surveiller les journalistes suscite de fortes réactions de la presse lorsqu'il apparaît au grand jour, le 2 septembre puis le 4 octobre 2014 respectivement, que la police s'en est servie à deux reprises pour faire dévoiler des sources journalistiques de manière dissimulée¹³⁶². Dans la première affaire, la police de la métropole du Grand Londres est chargée de mener une enquête dénommée « Alice », suite à un incident impliquant le député conservateur Andrew Mitchell, et des officiers de la protection diplomatique à Downing Street, le 19 septembre 2012¹³⁶³. Tom Dunn, rédacteur de la section politique du *Sun*, est à l'origine de plusieurs articles de presse à ce sujet dont le premier est publié le 21 septembre 2012¹³⁶⁴. Parmi les allégations, Mitchell aurait injurié les officiers, en les qualifiant de « plébéiens » (*plebs*), les désignant par là comme une classe inférieure de

<https://hackinginquiry.org/newspaper-coverage-of-police-misuse-of-ripa-laws-shows-victims-of-press-abuse-got-a-raw-deal/> [consulté en octobre 2014] ; WARD, Philip, *Access to Journalists' Sources*, n° 07440, Londres : House of Commons Library, le 17 mars 2015 [en ligne], <https://researchbriefings.parliament.uk/ResearchBriefing/Summary/CBP-7440> [consulté en mars 2015], p. 4.

¹³⁵⁸ *Ibid.*

¹³⁵⁹ *Regulation of Investigatory Powers Act 2000*, *op. cit.*, article 5 (3).

¹³⁶⁰ MOORE, Martin, « RIP RIPA? Snowden, Surveillance, and the Inadequacies of our Existing Legal Framework », *op. cit.*, p. 126.

¹³⁶¹ MAY, Anthony, *op. cit.*, p. 22, para. 4.14-4.16.

¹³⁶² CRAVEN, Nick, « How Police Hacked Mail on Sunday Phone », in *The Daily Mail*, le 4 octobre 2014 [en ligne], <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2780809/How-police-hacked-Mail-Sunday-Officers-used-anti-terror-laws-seize-phone-records-identify-source-exposed-Chris-Huhne-s-speeding-points-fraud.html> [consulté en octobre 2014] ; KENNEDY, Paul, *op. cit.*, p. 4, para. 1.2, p. 6, para. 3.3 ; MAY, Anthony, *op. cit.*, p. 19, para. 4.2 ; PONSFORD, Dominic, « Police Seized Journalist's Phone Records in Order to Out Plebgate Whistleblowers », in *Press Gazette*, le 2 septembre 2014 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/police-seized-journalists-phone-records-order-out-plebgate-whistleblowers> [consulté en octobre 2014] ; WINTOUR, Patrick, « British Police's Use of RIPA Powers to Snoop on Journalists to be Reined in », in *The Guardian*, le 12 octobre 2014 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2014/oct/12/police-ripa-powers-journalists-surveillance> [consulté en octobre 2014].

¹³⁶³ LIDBERG, Johan et MULLER, Denis (eds.), *op. cit.*, pp. 25-26 ; *Metropolitan Police*, « Operation Alice Closing Report », septembre 2014 [en ligne], <http://content.met.police.uk/News/Operation-Alice/1400026158081/1257246745756> [consulté en octobre 2014], p. 1, para. 1.1.

¹³⁶⁴ *Metropolitan Police*, « Operation Alice Closing Report », *op. cit.*, p. 1, para. 1.1 ; SMARTT, Ursula, *op. cit.*, p. 219.

citoyens¹³⁶⁵. Face à l'ampleur médiatique que prend cette affaire qualifiée de « Plebgate » par la presse, Mitchell se voit contraint de démissionner des fonctions disciplinaires qu'il exerce au sein de son parti politique (*chief whip*)¹³⁶⁶. Il perd ensuite des poursuites en diffamation¹³⁶⁷. Ce n'est qu'en septembre 2014 qu'il s'avère que la police de la métropole du Grand Londres s'est servie de la loi portant sur la régulation des pouvoirs d'enquête de 2000 pour obtenir les données de téléphonie mobile concernant Tom Dunn pour faire dévoiler sa source à l'intérieur de la police¹³⁶⁸. Les données obtenues auprès de l'opérateur de téléphonie mobile font état d'appels vocaux et d'échanges de messages avec un agent de police, identifié ainsi comme étant James Glanville¹³⁶⁹. Ce dernier est arrêté le 31 janvier 2013 sur le soupçon de faute dans l'exercice de ses fonctions et d'entrave à la justice, son téléphone mobile ainsi que ses ordinateurs étant alors saisis pour être analysés¹³⁷⁰. Par ailleurs, le 27 janvier 2015, il est établi que contrairement au rapport officiel publié par la police, la surveillance dissimulée menée dans le cadre de l'enquête « Alice » ne se limitait pas à Tom Dunn : deux autres journalistes du *Sun*, Anthony France et Craig Woodhouse, avaient été également visés¹³⁷¹. Suite à une action menée par ce journal

¹³⁶⁵ LIDBERG, Johan et MULLER, Denis (eds.), *op. cit.*, pp. 25-26 ; MCVEIGH, Karen, « Plebgate PC Wins £80k Damages in Andrew Mitchell Libel Action », in *The Guardian*, le 4 mars 2015 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2015/mar/04/plebgate-pc-80k-damages-libel-action-andrew-mitchell> [consulté en mars 2015] ; WINNETT, Robert, « In Full: Police log detailing Andrew Mitchell's 'pleb' rant », in *The Telegraph*, le 24 septembre 2012 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/politics/conservative/9564006/In-full-Police-log-detailing-Andrew-Mitchells-pleb-rant.html> [consulté en octobre 2014].

¹³⁶⁶ EVANS, Martin, « Plebgate: Andrew Mitchell Gives Own Account of Downing Street Exchange », in *The Telegraph*, le 23 décembre 2012 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/politics/9764186/Plebgate-Andrew-Mitchell-gives-own-account-of-Downing-Street-exchange.html> [consulté en octobre 2014] ; GRICE, Andrew et WRIGHT, Oliver, « Chief Whip Andrew Mitchell Resigns Over 'Plebgate' », in *The Independent*, le 20 octobre 2012 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/chief-whip-andrew-mitchell-resigns-over-plebgate-8218881.html> [consulté en octobre 2014] ; WINTOUR, Patrick et SYAL, Rajeev, « Andrew Mitchell Resigns Following Allegations he Called Police 'plebs' », in *The Guardian*, le 19 octobre 2012 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2012/oct/19/andrew-mitchell-resigns-police-pleb> [consulté en octobre 2014].

¹³⁶⁷ MCVEIGH, Karen, « Andrew Mitchell Loses Plebgate Libel Trial », in *The Guardian*, le 27 novembre 2014 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2014/nov/27/pleb-andrew-mitchell-loses-libel-case> [consulté en novembre 2014] ; MCVEIGH, Karen, « Plebgate PC Wins £80k Damages in Andrew Mitchell Libel Action », *op. cit.*

¹³⁶⁸ *Metropolitan Police*, « Operation Alice Closing Report », *op. cit.*, p. 25, para. 5.65.

¹³⁶⁹ *Ibid.*

¹³⁷⁰ *Ibid.*

¹³⁷¹ DUNN, Tom, « Met Police Illegally Seized Sun Journalist's Phone Records, Court Rules », in *The Sun*, le 17 décembre 2015 [en ligne], <https://www.thesun.co.uk/archives/news/882152/met-police-illegally-seized-sun-journalists-phone-records-court-rules/> [consulté en janvier 2016] ; O'CARROLL, Lisa, « Met Police Broke Law by Accessing Sun Reporter's Phone Records over Plebgate », in *The Guardian*, le 17 décembre 2015 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2015/dec/17/met-police-broke-law-by-accessing-sun-reporters-phone-records-over-plebgate> [consulté en janvier 2016] ; O'NEILL, Sean, « Police Hid Extent of Spying on Reporters During Plebgate », in *The Times*, le 27 janvier 2015 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/police-hid-extent-of-spying-on-reporters-during-plebgate-bk5wgjd0b2d> [consulté en janvier 2015] ; *Metropolitan Police*, « Operation Alice Closing Report », *op. cit.*, PONSFORD, Dominic et TURVILL, William, « Two More Journalists Emerge as Police Spying Targets, Press Gazette Says: 'We've been misled by Met' », in *Press Gazette*,

conjointement avec les trois journalistes concernés, le tribunal des activités publiques de surveillance (*Investigatory Powers Tribunal*) conclut que le régime législatif en vigueur à cette époque-là ne protégeait pas suffisamment le principe de protection des sources journalistiques et l'intérêt public qui lui est lié¹³⁷².

Dans la deuxième affaire, la police de Kent ouvre une enquête dénommée « Solar », en mai 2011, dont le rapport est publié en octobre 2014¹³⁷³. Cette investigation concerne des allégations d'entraves à la justice publiées dans la presse¹³⁷⁴. Elle implique une juge, Constance Briscoe, un député libéral démocrate alors Ministre de l'énergie et du changement climatique, Christopher Huhne, et l'épouse de ce dernier, l'économiste Vicky Pryce¹³⁷⁵. Selon les premiers articles à ce sujet, parus dans le *Sunday Times* et le *Mail on Sunday* le 8 mai 2011, Huhne aurait demandé à des proches d'accepter à sa place la responsabilité d'un excès de vitesse survenu dans l'Essex le 12 mars 2003, pour éviter des points de pénalité¹³⁷⁶. Suite à la révélation de l'acceptation de la responsabilité de Pryce, le député est contraint de démissionner de sa fonction ministérielle le 3 février 2012¹³⁷⁷. Puis il est condamné, le 11 mars 2013, à huit mois d'emprisonnement pour entrave à la justice¹³⁷⁸. Huhne devient ainsi le premier député occupant une fonction ministérielle à purger une peine de prison depuis Jonathan Aitken en 1999¹³⁷⁹. Ce

le 27 janvier 2015 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/two-more-journalists-emerge-plebgate-police-ripa-targets-press-gazette-says-we-have-been-misled-met/> [consulté en janvier 2015].

¹³⁷² *News Group & Others v The Commissioner of Police of the Metropolis* [2015] UKIPTrib 14_176-H, le 17 décembre 2015 [en ligne], https://www.ipt-uk.com/docs/IPT_14_176_H.pdf [consulté en janvier 2016], para. 131.

¹³⁷³ HAMILTON, Fiona, « Police Used Secret Phone Records of Reporter's Source », in *The Times*, le 1^{er} octobre 2014 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/police-used-secret-phone-records-of-reporters-source-s5bqtg0wct5> [consulté en janvier 2018] ; *House of Commons Home Affairs Select Committee, Regulation of Investigatory Powers Act 2000 – Eighth Report of Session 2014-15*, HC 711, Londres : The Stationery Office Limited, le 6 décembre 2014 [en ligne], www.publications.parliament.uk/pa/cm201415/cmselect/cmhaff/711/711.pdf [consulté en janvier 2018], pp. 3, 5; LAVILLE, Sandra, « Chris Huhne : How the Police Investigation Unfolded », in *The Guardian*, le 2 février 2012 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2012/feb/02/chris-huhne-police-investigation-speeding-allegation> [consulté en janvier 2018].

¹³⁷⁴ *Ibid.*

¹³⁷⁵ *Ibid.*

¹³⁷⁶ OAKESHOTT, Isabel, « Huhne, my Ruthless Husband », in *The Sunday Times*, le 8 mai 2011 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/huhne-my-ruthless-husband-rwbnrjz3q> [consulté en octobre 2014]; WALTERS, Simon, « Chris Huhne 'Asked Others to Take Speeding Points': Climate Change Secretary denies he pressurised others to admit motoring offences so he could keep his driving licence », in *The Mail on Sunday*, le 8 mai 2011 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-1384707/Chris-Huhne-asked-speeding-points-Ex-wife-Climate-Change-Secretary-claims-pressurised-people.html> [consulté en octobre 2014].

¹³⁷⁷ HUHNE, Christopher [enregistrement audiovisuel], in *BBC*, « Chris Huhne Quits Cabinet Over Speeding Claims Charge », le 3 février 2012 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/uk-politics-16866127> [consulté en octobre 2014] ; *Regina v Vasiliki Pryce and Christopher Huhne*, le 11 mars 2013 [en ligne], <https://www.judiciary.uk/judgments/r-v-pryce-huhne-sentencing-remarks/> [consulté en octobre 2014], p. 2.

¹³⁷⁸ *Ibid.*

¹³⁷⁹ BROWN, Jonathan, « Chris Huhne and Ex-Wife Vicky Pryce Face Jail as Journalist Denies Helping to Entrap Former Lib Dem Cabinet Minister Over Speeding Offence », in *The Independent*, le 11 mars 2013 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/chris-huhne-and-ex-wife-vicky-pryce-face-jail-as-journalist-denies-helping-to-entrap-former-lib-dem-8528269.html> [consulté en octobre 2014] ; PULLMAN, Laura,

scandale politique est fortement médiatisé par le *Sunday Times* entre autres, et la police cherche à établir la vérité afin de mener des poursuites¹³⁸⁰. Succombant aux pressions, le journal livre du matériel journalistique aux enquêteurs¹³⁸¹. Dans un premier temps, le *Sunday Times* fait l'objet d'une ordonnance de production judiciaire, en juin 2011, à la demande des enquêteurs policiers, pour la remise d'un enregistrement vocal et d'un affidavit réalisé par Pryce¹³⁸². Dans un second temps, le journal fait l'objet d'une nouvelle ordonnance de production judiciaire, en octobre 2011, à la demande du service des poursuites judiciaires de la Couronne, pour la remise de courriels échangés entre Pryce et la rédactrice de la section politique du journal, Isabel Oakeshott¹³⁸³. Si le *Sunday Times* résiste à cette seconde demande en déposant une requête en révision judiciaire, il finit par céder le 20 janvier 2012¹³⁸⁴, comme en témoigne Oakeshott :

Livrer de longs échanges de courriels privés entre moi-même et Vicky était une toute autre affaire, cependant. J'ai été horrifiée lorsque la requête a été déposée par la police. Même si je ne crois pas que ces messages comportaient quoi que ce soit de non-professionnel, j'aurais choisi chaque mot avec soin si j'avais su que ce serait destiné

« Jonathan Aitken: I prayed in jail with blaggers, dippers and kitters. Now I'm going to be God's man inside », in *The Times*, le 3 juin 2018 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/jonathan-aitken-i-prayed-in-jail-with-blaggers-dippers-and-kitters-now-im-going-to-be-gods-man-inside-9w2t272ks?region=global> [consulté en juin 2019].

¹³⁸⁰ CAMBER, Rebecca et GROVES, Jason, « PM Pledges Support for Chris Huhne as Police Review Accusations he Pressured Ex-Wife to Take his Speeding Points », in *The Daily Mail*, le 16 mai 2011 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-1387423/Chris-Huhne-facing-police-probe-speeding-offence-Vicky-Pryce-taped-him.html> [consulté en octobre 2014] ; DILLON, David, « Oops! Maybe I WAS Driving After All: New pressure on Minister over speeding row as he admits he 'can't remember' where he was on day of offence », in *The Mail on Sunday*, le 22 mai 2011 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-1389622/Mrs-Huhnes-licence--clean-3-points-New-pressure-Minister-speeding-offence-punishment.html> [consulté en octobre 2014] ; HUGHES, Mark et SWINFORD, Steven, « Chris Huhne: The night of the Speeding Penalty Points », in *The Telegraph*, le 17 mai 2011 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/politics/liberaldemocrats/8517682/Chris-Huhne-the-night-of-the-speeding-penalty-points.html> [consulté en octobre 2014] ; WILSON, Rob, *The Eye of the Storm: The View from the Centre of a Political Scandal*, Londres : Biteback Publishing, 1^{re} édition, 2014, pp. 75-76.

¹³⁸¹ OAKESHOTT, Isabel, « A Broken Woman », in *The Sunday Times*, le 10 mars 2013 [en ligne], www.thesundaytimes.co.uk/sto/newsreview/features/article1227000.ece [consulté en octobre 2014].

¹³⁸² OAKESHOTT, Isabel, « Secret Tape on Huhne Seized », in *The Sunday Times*, le 26 juin 2011 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/secret-tape-on-huhne-seized-jsc0f7bsxnh> [consulté en octobre 2014] ; *The Guardian*, « Sunday Times Ordered to Hand Chris Huhne Tape to Police », le 26 juin 2011 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2011/jun/26/sunday-times-chris-huhne-tape-police> [consulté en octobre 2014].

¹³⁸³ HUGHES, Mark et WARD, Victoria, « Police Demand Emails in Chris Huhne Speeding Points Case », in *The Telegraph*, le 28 octobre 2011 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/crime/8856807/Police-demand-emails-in-Chris-Huhne-speeding-points-case.html> [consulté en octobre 2014] ; OAKESHOTT, Isabel et PRYCE, Vicky, courriels archivés par *The Guardian*, « Combined E-mails sent between PRYCE and OAKESHOTT – Exhibit LJN/12A », le 7 mars 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/law/interactive/2013/mar/07/vicky-pryce-trial-prosecution-material> [consulté en janvier 2018].

¹³⁸⁴ BLOXHAM, Andy, « Chris Huhne May Be Charged Within Weeks: Chris Huhne will learn within weeks if he is to be charged with an offence after the Sunday Times agreed to give police access to key emails », in *The Telegraph*, le 20 janvier 2012 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/politics/9027970/Chris-Huhne-may-be-charged-within-weeks.html> [consulté en octobre 2014].

*au public. Le Sunday Times a mené un combat vigoureux au tribunal. Mais au final un juge nous a obligés à céder la correspondance ainsi que des exemplaires de notre accord écrit avec Vicky. Cela dit, personne ne croyait que la police allait aboutir à quoi que ce soit.*¹³⁸⁵

La dernière phrase de cet extrait semble constituer un apport de circonstances atténuantes : elle tient à excuser la décision du *Sunday Times* de livrer ce matériel journalistique, malgré les poursuites judiciaires qui sont menées en conséquence, à l'encontre de la source, Vicky Pryce. Au final, cette dernière sera condamnée à huit mois de prison, tout comme son ancien époux, Huhne¹³⁸⁶.

Le *Mail on Sunday* se trouve également sous pression en rapport avec les allégations qu'il publie dans la mesure où le service des poursuites judiciaires de la Couronne et les avocats de la défense de Huhne réclament la remise de matériel journalistique, en février 2012¹³⁸⁷. Suite au refus de ce journal d'y acquiescer¹³⁸⁸, le service des poursuites dépose une demande d'ordonnance de production judiciaire¹³⁸⁹. Le *Mail on Sunday* cède du matériel dans le cadre de cette action, mais supprime l'identité de sa source, avec l'accord du juge, qui tient compte du principe de la protection des sources journalistiques telle que reconnue par la loi portant sur la police et les preuves criminelles de 1984¹³⁹⁰. Cependant, le 5 octobre 2014, le *Mail on Sunday* publie un article accusant la police d'avoir eu recours à la loi de 2000 portant sur la rétention des données et les pouvoirs d'enquête, pour faire dévoiler la source de manière dissimulée¹³⁹¹. Les enquêteurs auraient obtenu des données de communications téléphoniques du chef du service des nouvelles David Dillon, leur permettant d'identifier sa source, le journaliste indépendant Andrew Alderson, ainsi que le lien entre ce dernier et la juge Constance

¹³⁸⁵ « Handing over lengthy private email correspondence between myself and Vicky was an entirely different matter, however. I was horrified when it was requested by the police. While I do not believe those messages contained anything unprofessional, I would have chosen every word carefully if I'd known it would be for public consumption. The *Sunday Times* put up a vigorous fight in court. But eventually we were forced by a judge to give up the correspondence, along with copies of our written agreement with Vicky. Still, nobody thought the police would get anywhere » : OAKESHOTT, Isabel, « A Broken Woman », *op. cit.*

¹³⁸⁶ *Regina v Vasiliki Pryce and Christopher Huhne, op. cit.*, p. 5.

¹³⁸⁷ CRAVEN, Nick, *op. cit.*

¹³⁸⁸ *Ibid.*

¹³⁸⁹ *House of Commons Home Affairs Select Committee, Regulation of Investigatory Powers Act 2000 – Eighth Report of Session 2014-15, HC 711, op. cit.*, para. 4-6.

¹³⁹⁰ CRAVEN, Nick, *op. cit.* ; *Police and Criminal Evidence Act 1984, op. cit.*, article 13 ; SALTER, Lee, « Indy Media and the Law: Issues for Citizen Journalism », in ALLAN, Stuart et THORSEN, Einar (eds.), *Citizen Journalism: Global Perspectives*, 1^{re} édition, 2009, pp. 175-186, p. 177.

¹³⁹¹ CRAVEN, Nick, *op. cit.*

Briscoe¹³⁹². Ces révélations contribuent fortement à la condamnation de cette dernière à seize mois d'emprisonnement pour trois chefs d'accusations d'entrave à la justice¹³⁹³.

Les révélations de surveillance dissimulée à l'encontre des journalistes, en rapport avec ces deux scandales politiques autour de Andrew Mitchell et Christopher Huhne, sont très embarrassantes pour le gouvernement et entraînent, dès octobre 2014, des débats concernant la capacité de la presse à protéger ses sources à l'ère numérique¹³⁹⁴. En effet, la question se pose quant à l'adéquation de la législation pour limiter les pouvoirs de l'État¹³⁹⁵. Selon le journaliste indépendant, Nick Cohen : « En privé, la police raconte désormais aux journalistes qu'ils ont récupéré les relevés téléphoniques des journalistes dans chacune des enquêtes portant sur des fuites ces dix dernières années. Je les crois »¹³⁹⁶. En l'absence de transparence à ce sujet, la presse insiste sur la nuisance que représente tout détournement des pouvoirs anti-terroristes¹³⁹⁷. À titre d'exemple, le choix de sous-titre d'un éditorial du *Telegraph* fait référence au risque d'un effet dissuasif sur les sources potentielles dans l'intérêt public : « Si les lanceurs d'alerte ne se sentent pas en mesure de parler aux médias, alors de nombreux fléaux pourront rester cachés au sein de nos institutions »¹³⁹⁸. Le sous-titre d'un éditorial du *Guardian* appelle les parlementaires à mettre fin à tout abus : « La loi portant sur la régulation des pouvoirs d'enquête est détournée pour mettre au jour les sources journalistiques. Le Parlement doit la renforcer »¹³⁹⁹. Le *Daily Mail* publie un plaidoyer en faveur de la protection des sources, rédigé par le député travailliste Keith Vaz, alors président de la commission parlementaire de la Chambre des communes sur les affaires intérieures (*Home Affairs Select Committee*)¹⁴⁰⁰. Par ailleurs, le

¹³⁹² *Ibid.*

¹³⁹³ *Regina v Constance Briscoe*, le 2 mai 2014 [en ligne], <https://www.judiciary.uk/judgments/r-v-constance-briscoe/> [consulté en octobre 2014], para. 4.

¹³⁹⁴ MOORE, Martin, « RIP RIPA? Snowden, Surveillance, and the Inadequacies of our Existing Legal Framework », *op. cit.*, p. 125-126 ; SMARTT, Ursula, *op. cit.*, pp. 221-224.

¹³⁹⁵ *Ibid.*

¹³⁹⁶ « In private, the police now tell journalists that they have pulled reporters' phone records in every single leak inquiry in the last ten years. I believe them » : COHEN, Nick, *op. cit.*

¹³⁹⁷ TURVILL, William, « Guardian, Independent and Times Join Mail on Sunday, Sun and Daily Telegraph in Condemning RIPA Use Against Journalists », in *Press Gazette*, le 8 octobre 2014 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/guardian-and-times-join-mail-sunday-sun-and-daily-telegraph-condemning-ripa-use-against-journalists/> [consulté en octobre 2014].

¹³⁹⁸ « If whistle-blowers do not feel able to speak to the media then so many evils may remain hidden within our institutions » : *The Telegraph*, « A Perfect Example of the Need for a Free Press », le 5 septembre 2014 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/leveson-inquiry/11077481/A-perfect-example-of-the-need-for-a-free-press.html> [consulté en octobre 2014].

¹³⁹⁹ « The Regulation of Investigatory Powers Act is being misused to unearth journalistic sources. Parliament must tighten it » : *The Guardian*, « The Guardian View on the Police and the Rights of the Press », le 7 octobre 2014 [en ligne], <https://www.theguardian.com/commentisfree/2014/oct/07/guardian-view-on-rights-of-police-and-press> [consulté en octobre 2014].

¹⁴⁰⁰ VAZ, Keith, « No Whistleblower is Safe if Police Hack Data, Says Chairman of Home Affairs Select Committee KEITH VAZ », in *The Mail on Sunday*, le 5 octobre 2014 [en ligne],

magazine *Press Gazette*, et le Syndicat national des journalistes lancent une campagne intitulée « Sauver nos sources » (*Save our sources*)¹⁴⁰¹. Dans le cadre de ce mouvement, l'ensemble des rédacteurs en chef de la presse nationale signe une lettre de protestation adressée à David Cameron, alors Premier ministre, au sujet du besoin de protection des sources journalistiques face aux abus de surveillance étatique¹⁴⁰². Une pétition recueillant 1 731 signatures est adressée au Commissaire à l'interception des communications, Paul Kennedy, responsable de veiller à l'application de la loi portant sur la régulation des pouvoirs d'enquête de 2000¹⁴⁰³.

Face à toutes ces pressions, le 6 octobre 2014, le Bureau du Commissaire à l'interception des communications annonce son intention d'ouvrir une enquête portant sur le recours à la législation anti-terroriste pour dévoiler l'identité des sources journalistiques¹⁴⁰⁴, dont le rapport est publié le 4 février 2015¹⁴⁰⁵. Quarante-quatre services policiers avaient refusé, précédemment, de communiquer à *Press Gazette* le nombre de recours à la législation anti-terroriste à l'encontre des journalistes dans le cadre d'une demande d'accès à l'information¹⁴⁰⁶. Cependant, le Commissaire exige la transmission de ces informations pour les trois années

<https://www.dailymail.co.uk/debate/article-2780835/No-whistleblower-safe-police-hack-data-says-chairman-Home-Affairs-Select-Committee-KEITH-VAZ.html> [consulté en octobre 2014].

¹⁴⁰¹ PONSFORD, Dominic, « Imagine a World without Investigative Journalism, Because Soon you Might not Need to », in *The Independent*, le 8 octobre 2015 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/voices/comment/imagine-a-world-without-investigative-journalism-because-soon-you-might-not-have-to-9781683.html> [consulté en octobre 2015] ; *Press Gazette*, « Save our Sources: Press Gazette campaign to stop public authorities spying on journalists' phone records », le 11 septembre 2014 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/save-our-sources-press-gazette-campaign-stop-uk-public-authorities-secretly-obtaining-journalists/> [consulté en octobre 2014] ; *Press Gazette*, « Every UK National Newspaper Editor Urges Prime Minister to Stop RIPA Spying on Journalists », le 19 janvier 2015 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/every-national-newspaper-editor-dacre-rusbridger-signs-save-our-sources-protest-letter> [consulté en janvier 2015] ; WARD, Philip, *op. cit.*, p. 3.

¹⁴⁰² *Ibid.*

¹⁴⁰³ *Press Gazette*, pétition archivée par *Change.org*, « Save our Sources Campaign Update from Press Gazette », le 22 septembre 2014 [en ligne], <https://www.change.org/p/interception-of-communications-commissioner-sir-paul-kennedy-please-take-action-to-ensure-the-regulation-of-investigatory-powers-act-is-not-used-by-public-authorities-to-secretly-obtain-journalists-phone-records-and-identify-confidential-sources/u/8221745> [consulté en juin 2019] ; PONSFORD, Dominic, « Keep up the Pressure to Save our Sources », in *National Union of Journalists*, le 14 octobre 2014 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/keep-up-the-pressure-to-save-our-sources/> [consulté en octobre 2014].

¹⁴⁰⁴ *Interception of Communications Commissioner's Office, IOCCO Launches Inquiry into the Use of RIPA Powers to Acquire Communications Data Relating to the Confidential Sources of Journalists*, le 6 octobre 2014 [en ligne], <http://www.iocco-uk.info/docs/IOCCO%20inquiry%20into%20use%20of%20comms%20data%20to%20identify%20journalistic%20sources.pdf> [consulté en octobre 2014] ; WARD, Philip, *op. cit.*, p. 7.

¹⁴⁰⁵ *Interception of Communications Commissioner's Office, IOCCO Inquiry into the Use of Chapter 2 of Part 1 of the Regulation of Investigatory Powers Act (RIPA) to Identify Journalistic Sources*, le 4 février 2015 [en ligne], <http://www.iocco-uk.info/docs/IOCCO%20Communications%20Data%20Journalist%20Inquiry%20Report%204Feb15.pdf> [consulté en octobre 2014].

¹⁴⁰⁶ TURVILL, William, « More than 40 Police Forces Refuse to Reveal Uses of RIPA Against Journalists 'with 11 Citing National Security' », in *Press Gazette*, le 7 octobre 2014 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/more-than-40-police-forces-refuse-to-reveal-uses-of-ripa-against-journalists-with-11-citing-national-security/> [consulté en octobre 2014].

précédentes, ce qui permet d'établir que dix-neuf services policiers déclarent avoir mené trente-quatre enquêtes impliquant le recours à cette législation à l'égard de 105 journalistes et 242 sources¹⁴⁰⁷. Le Commissaire en conclut notamment que la majorité des demandes de surveillance est liée à des allégations de conduite criminelle de la part d'agents publics ou d'affaires où les médias ont volontairement rendu des données à la police¹⁴⁰⁸. Il souligne l'absence de consignes précises quant à la manière d'aborder les questions de nécessité et de proportionnalité de la collecte de données en rapport avec des journalistes¹⁴⁰⁹, ainsi que le manque de considération pour le droit à la liberté d'expression car les services policiers « [...] n'ont pas prêté l'attention nécessaire à l'article 10 de la Convention » lors de ces requêtes¹⁴¹⁰. Compte tenu de cette situation, il propose que le pouvoir d'autoriser l'acquisition de données concernant les journalistes soit attribué à un juge, et non plus à l'un des Ministres¹⁴¹¹.

Parallèlement à l'enquête du Commissaire à l'interception des communications, l'évaluateur indépendant de la législation anti-terroriste, David Anderson, est appelé à susciter un débat public éclairé et à proposer des réformes¹⁴¹². Son bilan annuel, publié en juin 2015, comprend 124 recommandations¹⁴¹³. Il conclut que la loi portant sur la régulation des pouvoirs d'enquête de 2000 est opaque depuis son adoption, que les nombreuses modifications qui y ont été apportées au fil du temps ont aggravé cette situation, et que certains des pouvoirs octroyés ne sont pas accompagnés de garde-fous statutaires¹⁴¹⁴. Par ailleurs, il considère que cette situation est « [...] anti-démocratique, non-nécessaire et – à long terme – intolérable »¹⁴¹⁵. Ce rapport contribue au projet de loi portant sur la régulation des pouvoirs d'enquête de 2016, appelée péjorativement « la Charte des fouineurs » (*Snoopers' Charter*) par la presse¹⁴¹⁶. Malgré une pétition en ligne à son encontre, recueillant plus de 100 000 signatures¹⁴¹⁷, cette loi

¹⁴⁰⁷ *Interception of Communications Commissioner's Office, IOCCO Inquiry into the Use of Chapter 2 of Part 1 of the Regulation of Investigatory Powers Act (RIPA) to Identify Journalistic Sources*, op. cit., pp. 7, 29, 39.

¹⁴⁰⁸ *Ibid.*, p. 35.

¹⁴⁰⁹ *Ibid.*, p. 36.

¹⁴¹⁰ « [...] did not give due consideration to Article 10 of the Convention » : *Ibid.*, p. 36.

¹⁴¹¹ *Ibid.*, pp. 36-37.

¹⁴¹² ANDERSON, David, *A Question of Trust: Report of the Investigatory Powers Review*, Londres : The Stationery Office, juin 2015 [en ligne], <https://www.daqc.co.uk/wp-content/uploads/sites/22/2015/06/IPR-Report-Print-Version.pdf> [consulté en juin 2019], p. 1, para. 3.

¹⁴¹³ *Ibid.*, pp. 285-306.

¹⁴¹⁴ *Ibid.*, p. 8, para. 35.

¹⁴¹⁵ « [...] undemocratic, unnecessary and – in the long run – intolerable » : *Ibid.*, p. 8, para. 35.

¹⁴¹⁶ Voir par exemple : KROL, Charlotte, « What is the Snoopers' Charter », in *The Telegraph*, le 13 juin 2016 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/uknews/terrorism-in-the-uk/11973691/What-is-the-snoopers-charter.html> [consulté en juin 2016] ; *The Daily Mail*, « Sweeping UK Spy Bill Dubbed 'Snoopers' Charter' Becomes Law », le 26 novembre 2016 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/wires/ap/article-3973396/Sweeping-UK-spy-bill-dubbed-snoopers-charter-law.html> [consulté en août 2017].

¹⁴¹⁷ *UK Parliament*, pétition, « Repeal the Investigatory Powers Bill (Snoopers Charter) », date non indiquée [en ligne], https://petition.parliament.uk/archived/petitions/173186#_blank [consulté en janvier 2018].

reçoit la sanction royale le 29 novembre 2016¹⁴¹⁸. Le gouvernement souhaite rassurer les journalistes sur l'adéquation des garde-fous en leur faveur, comme en témoigne la publication de deux notes d'information à leur attention en juin 2016¹⁴¹⁹. Néanmoins, la légitimité de la collecte massive des données des journalistes et des lanceurs d'alerte à l'ère « post-Snowden » ne cesse de faire débat, même si la littérature académique à ce sujet reste relativement limitée¹⁴²⁰.

Compte tenu des interrogations sur l'insuffisance des contrôles démocratiques face aux pouvoirs policiers de contrôle, de fouille, d'arrestation, et de surveillance des journalistes au nom de la lutte anti-terroriste à l'ère numérique, et suite aux révélations de Snowden (déjà évoquées dans le chapitre III), le journalisme d'investigation est marqué par des signes de riposte et d'adaptation. À cet égard, les organisations non-gouvernementales et les organisations de représentation des journalistes professionnels jouent un rôle essentiel, en faisant état de la situation en matière de surveillance de masse, et en menant des actions judiciaires concernant les services de sécurité¹⁴²¹. Parmi ces actions, la décision de la Cour européenne des droits de l'homme du 13 septembre 2018, dans l'affaire *Big Brother Watch and Others v UK*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, représente une étape importante pour l'étude des contrôles existants au sujet des pratiques de surveillance¹⁴²².

5.2. Les ripostes du journalisme d'investigation à l'ère « post-Snowden »

Il s'agit ici d'étudier les voix qui s'élèvent, dans le sillage des révélations de Snowden en 2013, au sujet du droit à la vie privée, de la liberté d'expression, et plus particulièrement de la capacité de la presse à exercer librement à l'ère numérique. Face à l'insuffisance de la responsabilisation politique au sujet des activités de surveillance de masse, l'examen collectif

¹⁴¹⁸ *Investigatory Powers Act 2016*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2016/25/contents/enacted> [consulté en janvier 2017].

¹⁴¹⁹ *UK Gov*, « Protections for Journalists in the Investigatory Powers Bill and Accompanying Codes of Practice », juin 2016 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/investigatory-powers-bill-fact-sheets> [consulté en janvier 2019] ; *UK Gov*, « Protections for Freedom of Expression and Journalist Sources Under the Investigatory Powers Bill », juin 2016 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/publications/investigatory-powers-bill-fact-sheets> [consulté en janvier 2019].

¹⁴²⁰ BRADSHAW, Paul, *op. cit.*, p. 335 ; GOGGIN, Gerard, KEANE, John et RUBY, Felicity, « 'Comparative Silence' Still: Journalism, academia and the Five Eyes of Edward Snowden », in *Digital Journalism*, vol. 5 n° 3, 2017 [en ligne], www.johnkeane.net/wp-content/uploads/2017/03/Comparative-Silence-Still.pdf [consulté en décembre 2018], pp. 353-367 ; LASHMAR, Paul, « No More Sources?: The Impact of Snowden's Revelations on Journalists and their Confidential Sources », *op. cit.*, pp. 665-668 ; ROGERSON, Matt, « A New Threat to Journalism », in *British Journalism Review*, vol. 27, n° 3, 2016, pp. 29-35.

¹⁴²¹ *Commissioner for Human Rights, op. cit.*, p. 59.

¹⁴²² *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*

de trois affaires judiciaires, *Big Brother Watch and Others v UK*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, permet pour la première fois de mettre en question le principe du partage inter-étatique de renseignements devant la Cour européenne des droits de l'homme.

Étant donné que la surveillance de masse met fondamentalement en cause le principe de protection des sources, l'adaptation du journalisme d'investigation est à examiner par le prisme des projets de collaboration transnationaux, qui vont au-delà des intérêts des publications concurrentielles, et qui se servent de divers outils numériques pour protéger leurs travaux et leurs sources. À ce titre, il convient d'étudier deux cas de fuites massives anonymes d'intérêt public : les « Panama Papers » et les « Paradise Papers » de 2016 et 2017 respectivement.

5.2.1. Vers la normalisation de la surveillance de masse au nom de la sécurité ? Les organisations de défense des droits de l'homme et des journalistes dans *Big Brother Watch and Others v UK* depuis 2014

Les révélations de Snowden en juin 2013, relatives aux programmes étatiques de surveillance de masse à l'échelle mondiale, contribuent fortement aux interrogations sur le rôle des services de renseignement tels que le Quartier-général des communications du gouvernement au Royaume-Uni¹⁴²³. Elles suscitent un questionnement sur la nature, l'indépendance et les objectifs du journalisme même¹⁴²⁴. Alors que ces révélations font l'objet de critiques dans la sphère publique, les agences de renseignement et les gouvernements concernés insistent sur la légalité de leurs actions¹⁴²⁵. Pour Lisa Maine, juriste universitaire à l'Université de Toronto, il s'agit d'un paradoxe pouvant être qualifié d'« illégalité licite » (*lawful illegality*) et impliquant un conflit quant à l'interprétation des lois en vigueur¹⁴²⁶. Contrairement aux agences de renseignement et des gouvernements concernés, les citoyens ne

¹⁴²³ BALL, James, BORGER, Julian, DAVIES, Nick, HOPKINS, Nick et MACASKILL, Ewen, *op. cit.* ; GREENWALD, Glenn, « NSA Collecting Phone Records of Millions of Verizon Customers Daily », *op. cit.* ; GREENWALD, Glenn et MACASKILL, Ewen, « NSA Prism Program Taps into User Data of Apple, Google and Others », *op. cit.* ; NAKASHIMA, Ellen, *op. cit.* ; *The Guardian*, « Edward Snowden and the NSA Files - Timeline », *op. cit.* ; *The Washington Post*, « NSA Slides Explain the PRISM Data Collection Program », *op. cit.*

¹⁴²⁴ RUSBRIDGER, Alan, « Journalism After Snowden », in BELL, Emily et OWEN, Taylor (eds.), *Journalism After Snowden: The future of the free press in the surveillance state*, New York, Chichester, West Sussex : Columbia University Press, 1^{re} édition, 2017, p. 24.

¹⁴²⁵ AUSTIN, Lisa, « Lawful Illegality: What Snowden Has Taught us About the Legal Infrastructure of the Surveillance State », in GEIST, Michael (ed.), *Law, Privacy and Surveillance in Canada in the Post-Snowden Era*, Ottawa : University of Ottawa Press, 1^{re} édition, 2015, pp. 103-125, p. 103.

¹⁴²⁶ *Ibid.*

disposent pas des informations nécessaires à une réflexion collective publique en vue d'une responsabilisation efficace des acteurs de la surveillance¹⁴²⁷.

L'ampleur et l'efficacité des mouvements de contestation face aux révélations restent difficile à mesurer¹⁴²⁸. Compte tenu de la nature dissimulée des programmes de surveillance, les individus et groupes visés ne connaissent pas l'existence de ces interférences ni le degré d'atteinte à leurs droits tels que celui à la vie privée et à la liberté d'expression¹⁴²⁹. Cela étant, un sondage effectué par *YouGov* auprès d'un échantillon de 2 017 adultes britanniques entre le 26 et le 27 février 2017 permet de cerner quelques éléments de l'opinion publique¹⁴³⁰. En réponse à une question sur les sujets les plus inquiétants pour les internautes, et parmi les sept catégories proposées dans le sondage, le cybercrime recueille 66 pour cent des avis, alors que la surveillance de masse par le gouvernement arrive en avant dernière position avec 21 pour cent¹⁴³¹. Quant à la question sur l'équilibre entre le droit à la vie privée et la défense de la sécurité nationale, les avis sont partagés : 32 pour cent des personnes interrogées estiment que le gouvernement doit faire plus pour combattre le crime ou protéger la sécurité nationale, même si cela implique une perte du droit à la vie privée des citoyens ; 26 pour cent pensent, au contraire, que le gouvernement doit faire plus pour protéger le droit à la vie privée, même si cela limite la lutte contre la criminalité ou la protection de la sécurité nationale ; 24 pour cent considèrent que l'équilibre existant est à peu près juste ; les 18 pour cent restants n'ont pas d'avis¹⁴³². Concernant la loi portant sur la régulation des pouvoirs d'enquête de 2016 (*Regulation of Investigatory Powers Act 2016*), les avis sont également partagés : alors que 47 pour cent des sondés pensent qu'il s'agit d'une amélioration de la sécurité ne constituant de source d'inquiétude que pour ceux qui agissent dans l'illégalité, 31 pour cent pensent que chacun devrait s'inquiéter des détournements potentiels des nouveaux pouvoirs de surveillance octroyés à l'État, et 23 pour cent sont sans avis¹⁴³³.

¹⁴²⁷ *Ibid.*, pp. 103, 106-107.

¹⁴²⁸ ROGERS, Joel, « Security Trumps Privacy in British Attitudes to Cyber-Surveillance », in *Royal United Services Institute*, le 5 juin 2017 [en ligne], <https://rusi.org/commentary/security-trumps-privacy-british-attitudes-cyber-surveillance> [consulté en janvier 2018].

¹⁴²⁹ EIJKMAN, Quirine, « Access to Justice for Communications Surveillance and Interception: Scrutinising Intelligence-Gathering Reform Legislation », in *Utrecht Law Review*, vol. 14, n° 1, 2018 [en ligne], <https://www.utrechtlawreview.org/articles/419/galley/390/download/> [consulté en janvier 2019], pp. 116-127, p.120.

¹⁴³⁰ *YouGov*, « Security Trumps Privacy in British Attitudes to Cyber-Surveillance », sondage à propos du cybercrime, de la surveillance, de la propagande, des faux reportages, travail de terrain effectué entre le 26 et le 27 février 2017 [en ligne], <https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2017/06/12/Security-Trumps-Privacy> [consulté en janvier 2018].

¹⁴³¹ *Ibid.*, p. 3.

¹⁴³² *Ibid.*, p. 4.

¹⁴³³ *Ibid.*, p. 6.

Pour Joel Rogers, l'un des directeurs de *YouGov*, ce bilan mitigé résulte d'un manque de sensibilisation au sujet des révélations de Snowden, du fait notamment de l'absence de débats parlementaires¹⁴³⁴. Cependant, une analyse de contenus de presse et de blogs réalisée par une équipe d'universitaires au Royaume-Uni, et dont les résultats sont publiés en 2017, conclut que la presse traditionnelle britannique contribue à normaliser la politique de surveillance¹⁴³⁵. Dans le cadre de la couverture des révélations de Snowden et des incidents subséquents, c'est le choix de la presse de se focaliser sur la sécurité nationale et la surveillance des élites, et d'octroyer un traitement limité aux questions relatives à la surveillance de masse, qui explique cette situation¹⁴³⁶. Par ailleurs, la représentation de la vie privée en tant que droit individuel face à la nécessité de la sécurité collective passe sous silence d'autres droits tels que la liberté d'expression¹⁴³⁷.

En tout état de cause, la responsabilisation des autorités publiques nationales implique le contrôle parlementaire, le droit d'accès aux informations les concernant, et une presse libre d'en rendre compte¹⁴³⁸. C'est la commission parlementaire sur le renseignement et la sécurité qui a pour objectif de superviser la communauté du renseignement¹⁴³⁹. À l'occasion d'une enquête sur la vie privée et la sécurité, Malcolm Rifkind, alors président de cette commission, annonce, le 17 octobre 2013, l'étude des perspectives de réforme du cadre législatif régissant l'acquisition des données communicatives privées¹⁴⁴⁰. Néanmoins, l'insuffisance des pouvoirs de cette commission est soulignée lors des débats parlementaires et par la commission parlementaire sur les affaires intérieures¹⁴⁴¹. Parmi les voix qui s'élèvent suite aux révélations de surveillance de masse étatique, se distinguent notamment celles du *Guardian* ainsi que des groupes de défense des droits de l'homme¹⁴⁴². Comme évoqué dans le chapitre III, des journaux

¹⁴³⁴ ROGERS, Joel, *op. cit.*

¹⁴³⁵ BENNETT, Lucy, TAYLOR, Gregory et WAHL-JORGENSEN, Karin, *op. cit.*, pp. 740-762.

¹⁴³⁶ *Ibid.*

¹⁴³⁷ BERNAL, Paul, « Data Gathering, Surveillance and Human Rights: Recasting the debate », in *Journal of Cyber Policy*, vol. 1, n° 2, 2016 [en ligne], <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/23738871.2016.1228990> [consulté en janvier 2019], pp. 243-264.

¹⁴³⁸ EIJKMAN, Quirine, « Access to Justice for Communications Surveillance and Interception: Scrutinising Intelligence-Gathering Reform Legislation », *op. cit.*, p. 124 ; HAGGERTY, Kevin et SAMATAS, Minas, « Introduction: Surveillance and Democracy: An Unsettled Relationship », in HAGGERTY, Kevin et SAMATAS, Minas (eds.), *Surveillance and Democracy*, Oxon : Routledge, 1^{re} édition, 2010, pp. 1-16, pp. 2-3.

¹⁴³⁹ *Intelligence and Security Committee of Parliament*, « About the Committee », date non indiquée [en ligne], <http://isc.independent.gov.uk/> [consulté en janvier 2018] ; *Intelligence and Security Committee of Parliament*, « 17 October 2013 » [en ligne], <http://isc.independent.gov.uk/news-archive/17october2013> [consulté en janvier 2018].

¹⁴⁴⁰ *Ibid.*

¹⁴⁴¹ *House of Commons Hansard*, « Intelligence and Security Services », le 31 octobre 2013 [en ligne], www.publications.parliament.uk/pa/cm201314/cmselect/cmhaff/231/231.pdf [consulté en janvier 2019], colonnes 333-371WH ; *House of Commons Home Affairs Select Committee, Counter-Terrorism*, HC 231, *op. cit.*, pp. 57-71.

¹⁴⁴² ROGERS, Joel, *op. cit.*

conservateurs britanniques tels que le *Daily Mail*, le *Daily Telegraph*, le *Sun* et le *Times* affichent une grande hostilité envers le *Guardian* dans ce contexte¹⁴⁴³. Cette situation soulève la question de l'existence et du maintien d'une culture du secret gouvernemental impliquant la complicité des organes de la presse traditionnelle, et du rôle du journalisme¹⁴⁴⁴.

Parmi les contestations judiciaires permettant un examen du régime juridique des activités de surveillance¹⁴⁴⁵, diverses organisations de défense des droits de l'homme et du journalisme ainsi que plusieurs particuliers forment trois recours distincts à l'encontre du Royaume-Uni devant la Cour européenne des droits de l'homme entre 2013 et 2015 : la première requête, *Big Brother Watch and Others v the United Kingdom* n° 58170/13, est déposée par *Big Brother Watch*, *Open Rights Group*, *English PEN* et un informaticien allemand, Constanze Kurz, le 4 septembre 2013¹⁴⁴⁶ ; la deuxième, *Bureau of Investigative Journalism and Alice Ross v the United Kingdom* n° 62322/14, est soumise par le *Bureau of Investigative Journalism* et une journaliste britannique, Alice Ross, le 11 septembre 2014¹⁴⁴⁷ ; la troisième, *10 Human Rights Organisations and Others v the United Kingdom* n° 24960/15, est déposée par un groupe de dix organisations de défense des droits de l'homme le 20 mai 2015¹⁴⁴⁸. Ces trois requêtes formulent des allégations d'atteinte au droit à la vie privée, et les affaires n° 62322/14 et n° 24960/15 allèguent également des atteintes au droit à la liberté d'expression et à l'interdiction de discrimination¹⁴⁴⁹. L'analyse collective de ces trois affaires constitue la première mise en examen du cadre législatif des activités de surveillance de masse du Royaume-

¹⁴⁴³ PETLEY, Julian, « The State Journalism is In : Edward Snowden and the British Press », *op. cit.*, p. 19.

¹⁴⁴⁴ BAKIR, Vian, « News, Agenda-Building and Intelligence Agencies: A Systematic Review of the Field from the Discipline of Journalism, Media and Communications », *op. cit.*, pp. 3-4 ; FREEDLAND, Jonathan, *op. cit.* ; PETLEY, Julian, « The State Journalism is In: Edward Snowden and the British Press », *op. cit.*, p. 19 ; RUSBRIDGER, Alan, « Journalism After Snowden », in BELL, Emily et OWEN, Taylor (eds.), *op. cit.*, pp. 24-25.

¹⁴⁴⁵ BROWN, Ian et HINTZ, Arne, « Enabling Digital Citizenship? The Reshaping of Surveillance Policy After Snowden », in *International Journal of Communication*, vol. 11, 2017 [en ligne], <https://ijoc.org/index.php/ijoc/article/viewFile/5522/1931> [consulté en janvier 2019], pp. 782-801, p. 788.

¹⁴⁴⁶ BROWN, Ian, « Expert Witness Statement for Big Brother Watch and Others Re: Large-Scale Internet Surveillance by the UK: Application n° 58170/13 to the European Court of Human Rights », le 27 septembre 2013, [en ligne], <https://ssrn.com/abstract=2336609> [consulté en janvier 2019] ; *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*, pp. 1, 186.

¹⁴⁴⁷ *Ibid.* ; *International Commission of Jurists*, « Written Submissions on Behalf of the International Commission of Jurists (ICJ): Intervener », le 9 février 2016 [en ligne], <https://www.icj.org/wp-content/uploads/2016/02/UK-ICJ-AmicusBrief-BJURoss-ECtHR-legalsubmission-2016.pdf> [consulté en janvier 2019].

¹⁴⁴⁸ Les dix organisations sont les suivantes : *Amnesty International*, *Bytes For All*, *Liberty*, *Privacy International*, *The American Civil Liberties Union*, *The Canadian Civil Liberties Association*, *The Egyptian Initiative for Personal Rights*, *The Hungarian Civil Liberties Union*, *The Irish Council for Civil Liberties Limited*, *The Legal Resources Centre*. Voir : *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*, pp. 1, 186.

¹⁴⁴⁹ *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*

Uni devant la Cour européenne des droits de l'homme depuis les révélations de Snowden¹⁴⁵⁰. Par ailleurs, le principe du partage inter-étatique de renseignements n'avait auparavant jamais fait l'objet d'une quelconque décision par ladite Cour¹⁴⁵¹.

L'approche adoptée par les organisations de défense des droits de l'homme et du journalisme peut être considérée comme relevant du « litige stratégique » (*strategic litigation*)¹⁴⁵². Selon Quirine Eijkman, universitaire néerlandaise spécialisée en gouvernance et sécurité, ces groupes ont recours à cet outil de plaidoyer en raison de l'insuffisance de la responsabilisation politique au sujet des activités de surveillance de masse¹⁴⁵³. Il s'agirait pour ces groupes d'identifier les défis en matière de justice sociale, et de mener des poursuites judiciaires, notamment lorsque le soutien public est relativement faible, afin d'obtenir de la jurisprudence en leur faveur, et de sensibiliser, voire influencer sur, l'opinion publique¹⁴⁵⁴. C'est grâce à une campagne de financement communautaire appelée « La vie privée, pas de PRISM » (*Privacy Not PRISM*), que le dépôt de la première requête a été rendu possible¹⁴⁵⁵. Intégrant un jeu de mot invitant à assimiler le programme de surveillance électronique américain à un projet d'emprisonnement des citoyens, ce fonds destiné à couvrir les frais de justice recueille des contributions de la part de quelques 1 400 personnes, et atteint ainsi presque 30.000 livres sterling¹⁴⁵⁶. Le recours à ce type de financement, facilité par Internet, est également observé dans le cadre d'autres actions à l'encontre des pratiques de surveillance étatiques. À titre d'exemple, l'organe de défense des droits de l'homme *Liberty* récolte plus de 50.000 livres sterling de la part de quelque 1.800 donateurs en 2017 pour financer la première étape de son

¹⁴⁵⁰ *Big Brother Watch*, « Press Releases: UK mass surveillance ruled unlawful in landmark judgment », le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://bigbrotherwatch.org.uk/all-media/uk-mass-surveillance-ruled-unlawful-in-landmark-judgment/> [consulté en septembre 2018].

¹⁴⁵¹ *European Court of Human Rights*, « Q & A on the Judgment Big Brother Watch and Others v. United Kingdom », le 13 septembre 2018 [en ligne], https://www.echr.coe.int/.../Press_Q_A_Brother_Watch_ENG.pdf [consulté en septembre 2018], p. 1.

¹⁴⁵² EIJKMAN, Quirine, « Indiscriminate Bulk Data Interception and Group Privacy: Do Human Rights Organisations Retaliate Through Strategic Litigation? », in FLORIDI, Luciano, TALYOR, Linnet et VAN DER SLOOT, Bart (eds.), *Group Privacy: New Challenges of Data Technologies*, Cham : Springer, 1^{re} édition, 2017, pp. 123-138, pp. 123-125.

¹⁴⁵³ *Ibid.*, pp. 123-124.

¹⁴⁵⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵⁵ *Big Brother Watch*, « Press Releases: UK mass surveillance ruled unlawful in landmark judgment », *op. cit.* ; *Privacy Not Prism Campaign*, « Privacy not Prism Legal Challenge », date non indiquée [en ligne], <https://www.privacynotprism.org.uk/> [consulté en septembre 2018].

¹⁴⁵⁶ *Ibid.*

action¹⁴⁵⁷. Celle-ci se résume à une demande d'examen judiciaire de la loi portant sur la régulation des pouvoirs d'enquête de 2016¹⁴⁵⁸.

Alors que ces trois affaires font l'objet d'une décision commune le 13 septembre 2018, *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*¹⁴⁵⁹, l'arrêt final est toujours en attente dans le cadre d'un ultime appel renvoyé à la Grande Chambre de la Cour le 4 février 2019¹⁴⁶⁰, et entendu le 10 juillet 2019¹⁴⁶¹. Ces trois actions se distinguent par la diversité des requérants : l'ensemble soutient qu'en raison de leurs activités, il est fort probable que leurs communications électroniques aient été recueillies auprès des fournisseurs de service de communication, intercepté par les services de renseignement britanniques, ou alors transmises à ces services suite à leur interception par des gouvernements étrangers¹⁴⁶². Les demandeurs allèguent notamment la violation par l'État des articles 8 et 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, en raison du régime de collecte de masse de données¹⁴⁶³. Concernant l'atteinte au droit à la vie privée, les allégations portent sur le régime de l'article 8 (4) de la loi sur la régulation des pouvoirs d'enquête de 2016 autorisant les mandats d'interception, le régime du Chapitre II de cette même loi autorisant l'accès aux données communicatives et le régime de partage des renseignements¹⁴⁶⁴. Quant aux effets nuisibles des atteintes au droit à la liberté d'expression, les requérants insistent notamment sur le rôle de contrôle (*watchdog role*)

¹⁴⁵⁷ BURGESS, Matt, « Snooper's Charter is Going to Court : Liberty successfully crowdfunds its legal challenge », in *Wired*, le 10 janvier 2017 [en ligne], <https://www.wired.co.uk/article/ip-act-liberty-crowdfunding-legal> [consulté en septembre 2018] ; COBAIN, Ian, « UK has Six Months to Rewrite Snooper's Charter, High Court Rules », in *The Guardian*, le 27 avril 2018 [en ligne], <https://www.theguardian.com/technology/2018/apr/27/snoopers-charter-investigatory-powers-act-rewrite-high-court-rules> [consulté en septembre 2018] ; *Liberty et The Civil Liberties Trust*, « The People vs the Snoopers' Charter », date non indiquée [en ligne], <https://www.crowdjustice.com/case/snoopers-charter/> [consulté en septembre 2018].

¹⁴⁵⁸ *Ibid.*

¹⁴⁵⁹ *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*

¹⁴⁶⁰ *European Court of Human Rights*, « Factsheet – Mass Surveillance », février 2019 [en ligne], https://www.echr.coe.int/Documents/FS_Mass_surveillance_ENG.pdf [consulté en février 2019], p. 4 ; *European Court of Human Rights*, « Grand Chamber Panel's Decisions », ECHR 053 (2019), le 5 février 2019 [en ligne], <http://ccla.org/cclanewsitewp-content/uploads/2019/02/Grand-Chamber-Panels-decisions-February-2019-1.pdf> [consulté en février 2019], p. 1.

¹⁴⁶¹ *European Court of Human Rights*, « Press Release: Grand Chamber hearing on complaints about surveillance systems in the case of Big Brother Watch and Others v. the United Kingdom », ECHR 258 (2019), le 10 juillet 2019 [en ligne], <http://hudoc.echr.coe.int/eng-press?i=003-6455876-8500167> [consulté en décembre 2019].

¹⁴⁶² BROWN, Ian, *op. cit.* ; *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*, p. 3, para. 8 ; *European Court of Human Rights*, « Some Aspects of UK Surveillance Regimes Violate Convention », ECHR 299, le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://hudoc.echr.coe.int/app/conversion/pdf?library=ECHR&id=003-6187848-8026299&filename=Big%20Brother%20Watch%20and%20Others%20v.%20the%20United%20Kingdom%20-%20complaints%20about%20surveillance%20regimes.pdf> [consulté en septembre 2018] ; *European Court of Human Rights*, « Factsheet – Mass Surveillance », *op. cit.*, p. 4.

¹⁴⁶³ *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*

¹⁴⁶⁴ *Ibid.*

des journalistes dans l'intérêt public, et l'absence de garde-fous suffisants dans les régimes actuels¹⁴⁶⁵.

La décision rendue le 13 septembre 2018 dans *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, longue de 212 pages, prend en considération un grand nombre de paramètres en rapport avec les révélations des programmes de surveillance de masse¹⁴⁶⁶. Elle prend en compte, notamment, la législation nationale autorisant les pratiques dissimulées, les contrôles existants, les études indépendantes préexistantes, le droit européen et international pertinent¹⁴⁶⁷. Concernant la compatibilité avec la Convention européenne des droits de l'homme de la loi britannique portant sur la réglementation des pouvoirs d'enquête de 2000, les juges estiment, par cinq voix contre deux, qu'il y a bien eu violation de l'article 8 de la Convention par l'article 8 (4) ; par six voix contre une qu'il y a eu violation de l'article 8 de la Convention par le Chapitre II; et par six voix contre une qu'il y a eu violation de l'article 10 de la Convention par l'article 8 (4) et le Chapitre II¹⁴⁶⁸. Cependant, les juges considèrent par cinq voix contre deux qu'il n'y a pas eu violation de l'article 8 de la Convention en matière de partage des renseignements¹⁴⁶⁹.

Les requérants estiment que cette décision est insuffisante car elle ne déclare pas d'incompatibilité de la surveillance de masse étatique avec la Convention européenne des droits de l'homme : les pratiques dissimulées se poursuivent actuellement au titre de la loi portant sur la régulation des pouvoirs d'enquête de 2016 par le biais d'une double autorisation d'un Ministre et d'un Commissaire indépendant quasi-judiciaire¹⁴⁷⁰. La décision précise, à ce sujet, que « [...] les autorités nationales disposent d'une certaine marge d'appréciation quant au choix des moyens pour accomplir l'objectif légitime de protection de la sécurité nationale », à

¹⁴⁶⁵ *Ibid.*, p. 173, para. 478 ; *European Council*, « Thematic Factsheet: Freedom of Expression, the Internet and New Technologies », juin 2018 [en ligne], <https://rm.coe.int/freedom-of-expression-internet-and-new-technologies-14june2018-docx/16808b3530> [consulté en juin 2018], p. 10.

¹⁴⁶⁶ *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*

¹⁴⁶⁷ *Ibid.*

¹⁴⁶⁸ BOWCOTT, Owen, « GCHQ Data Collection Regime Violated Human Rights, Court Rules », in *The Guardian*, le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk-news/2018/sep/13/gchq-data-collection-violated-human-rights-strasbourg-court-rules> [consulté en septembre 2018] ; *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*, pp. 4, 184 ; *European Court of Human Rights*, « Some Aspects of UK Surveillance Regimes Violate Convention », ECHR 299 *op. cit.*

¹⁴⁶⁹ *Ibid.*

¹⁴⁷⁰ *Big Brother Watch*, « Press Releases: UK Mass Surveillance Challenge will go to Europe's Highest Human Rights Court », le 7 février 2019 [en ligne], <https://bigbrotherwatch.org.uk/all-media/uk-mass-surveillance-challenge-will-go-to-europes-highest-human-rights-court/> [consulté en février 2019] ; *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*, para. 314-320 ; MILANOVIC, Marko, « ECtHR Judgment in Big Brother Watch v UK », in *Blog of the European Journal of International Law*, le 17 septembre 2018 [en ligne], <https://www.ejiltalk.org/ecthr-judgment-in-big-brother-watch-v-uk/> [consulté en juin 2019], sans pagination ; *European Court of Human Rights*, « Factsheet – Mass Surveillance », *op. cit.*

condition d'appliquer des contrôles suffisants pour éviter tout abus¹⁴⁷¹. Pour Jean-Philippe Foegle, doctorant français travaillant sur le thème des lanceurs d'alerte en droit public comparé :

*[...] loin de condamner in abstracto la surveillance de masse, il apparaît que la Cour a essentiellement procédé à une normalisation de son usage dans nombre d'hypothèses, se satisfaisant de l'existence de garanties procédurales adéquates contre les abus, et de l'existence d'un contrôle présentant des garanties suffisantes d'indépendance.*¹⁴⁷²

Étant donné que le recours à la surveillance de masse n'est pas exclu par principe¹⁴⁷³, et que l'autorisation judiciaire préalable n'est pas considérée comme indispensable, la décision finale de la Grande Chambre de la Cour¹⁴⁷⁴ est très attendue par les organisations de défense des droits de l'homme et du journalisme¹⁴⁷⁵. Ces dernières espèrent obtenir un arrêt définitif au sujet de l'incompatibilité de la surveillance de masse avec la Convention européenne des droits de l'homme¹⁴⁷⁶. Les études parlementaires britanniques, les décisions des tribunaux nationaux et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme s'accordent sur la nécessité de contrôles démocratiques suffisants pour empêcher tout abus¹⁴⁷⁷. Cependant, la poursuite des

¹⁴⁷¹ « [...] the national authorities enjoy a certain margin of appreciation in choosing the means for achieving the legitimate aim of protecting national security » : *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*, para. 308.

¹⁴⁷² FOEGLE, Jean-Philippe, « La Cour européenne des droits de l'homme procède à une condamnation en demi-teinte de la surveillance de 'masse' », in *La revue des droits de l'homme*, n° 14, 2018 [en ligne], <https://journals.openedition.org/revdh/4865> [consulté en janvier 2019], pp. 1-5, p. 1.

¹⁴⁷³ *Case of Big Brother Watch and Others v the United Kingdom*, n° 58170/13, 62322/14, 24960/15, *op. cit.*, para. 314-320 ; FOEGLE, Jean-Philippe, *op. cit.*, p. 4 ; FUSSEY, Pete et MURRAY, Daragh, « Bulk Surveillance in the Digital Age: Rethinking the human rights law approach to bulk monitoring of communications data », in *Israel Law Review*, vol. 52, n° 1, 2019 [en ligne], <https://www.cambridge.org/core/journals/israel-law-review/article/bulk-surveillance-in-the-digital-age-rethinking-the-human-rights-law-approach-to-bulk-monitoring-of-communications-data/AA032EBA3EC3889D27054011853E5E59> [consulté en juin 2019], pp. 31-60, p. 55 ; MILANOVIC, Marko, *op. cit.*

¹⁴⁷⁴ *European Court of Human Rights*, « Grand Chamber Panel's Decisions », ECHR 053 (2019), *op. cit.*, p. 1.

¹⁴⁷⁵ Voir par exemple : *Amnesty International*, « Mass Surveillance Challenge Proceeds to Europe's Highest Human Rights Court », le 5 février 2019 [en ligne], <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/02/mass-surveillance-challenge-proceeds-to-europes-highest-human-rights-court/> [consulté en février 2019] ; *Big Brother Watch*, « Press Releases: UK Mass Surveillance Challenge will go to Europe's Highest Human Rights Court », *op. cit.* ; *Privacy International*, « Communications Surveillance », date non indiquée [en ligne], <https://privacyinternational.org/topics/communications-surveillance> [consulté en février 2019].

¹⁴⁷⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷⁷ COBAIN, Ian, *op. cit.* ; EIJKMAN, Quirine, « Access to Justice for Communications Surveillance and Interception: Scrutinising Intelligence-Gathering Reform Legislation », *op. cit.*, p. 117 ; KIM, Scarlet, « New U.K. Law Fails European Court Standards on Mass Interception Disclosed by Snowden », in *Just Security*, Reiss Center on Law and Security : New York University School of Law, le 27 septembre 2018] [en ligne], <https://www.justsecurity.org/60878/u-k-law-fails-european-court-standards-mass-interception-snowden-disclosed/> [consulté en juin 2019] ; *Liberty*, « MI5 'Unlawfully' Handled Bulk Surveillance Data, Liberty Litigation Reveals », le 11 juin 2019 [en ligne], <https://www.libertyhumanrights.org.uk/news/press-releases-and-statements/mi5-%E2%80%9Cunlawfully%E2%80%9D-handled-bulk-surveillance-data-liberty> [consulté en juin 2019] ; *The Data Retention and Acquisition Regulations 2018*, Londres : The Stationery Office [en ligne], <http://www.legislation.gov.uk/uksi/2018/1123/made/data.htm> [consulté en juin 2019].

pratiques de surveillance de masse, par nature sans discernement et sans soupçon raisonnable, et les garde-fous prévus parmi les propositions législatives très récentes du Parlement britannique ne cessent de faire débat¹⁴⁷⁸. En particulier, le principe de nécessité et proportionnalité de l'acquisition et de la rétention des données est discuté en rapport avec le concept de délit grave (*serious crime*), car la délimitation de ce dernier permet d'encadrer les pratiques dissimulées¹⁴⁷⁹.

Malgré le peu d'articles faisant référence aux trois actions en amont de leur examen par la Cour européenne des droits de l'homme, à l'exception de ceux du *Guardian* et du *Times*¹⁴⁸⁰, la décision du 13 septembre 2018 a été largement présentée par la presse nationale britannique comme une grande victoire en faveur des droits de l'homme contre le Quartier général des renseignements¹⁴⁸¹. Les organisations de journalistes, pour leur part, ont insisté sur le fait que cette décision implique la mise en place de garde-fous plus efficaces en faveur de la protection des sources journalistiques dans l'intérêt public¹⁴⁸². À titre d'exemple, Michelle Stanistreet,

¹⁴⁷⁸ *Ibid.*

¹⁴⁷⁹ *Ibid.* ; *House of Lords Hansard*, « Data Retention and Acquisition Regulations 2018 », le 24 octobre 2018, [en ligne], <https://hansard.parliament.uk/lords/2018-10-24/debates/DE49023B-EE99-42CF-BD2F-E719D4EB7043/DataRetentionAndAcquisitionRegulations2018> [consulté en juin 2019], vol. 793.

¹⁴⁸⁰ Voir par exemple : O'CARROLL, Lisa, « European Court to Investigate Laws Allowing GCHQ to Snoop on Journalists », in *The Guardian*, le 15 septembre 2014 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2014/sep/15/human-rights-snoop-on-journalists-gchq-echr> [consulté en septembre 2014] ; PRESTON, Peter, « Press Freedom is a Human Right Too – Ask Strasbourg », in *The Guardian*, le 16 novembre 2014 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2014/nov/16/uk-press-freedom-european-court-human-rights-sajid-javid> [consulté en novembre 2014] ; SPENCE, Alex, « Reporters Appeal to Strasbourg over Law that Lets Police Track Phone Calls », in *The Times*, le 6 septembre 2014 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/reporters-appeal-to-strasbourg-over-law-that-lets-police-track-phone-calls-ptkq2rnkvsd> [consulté en septembre 2014].

¹⁴⁸¹ Voir par exemple : AGERHOLM, Harriet, « UK Mass Surveillance Programme Violates Human Rights, European Court Rules », in *The Independent*, le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/uk-mass-surveillance-gchq-eu-human-rights-echr-edward-snowden-a8535571.html> [consulté en septembre 2018] ; BOND, David, « UK's Digital Spying Agency Broke European Privacy Laws », in *The Financial Times*, le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://www.ft.com/content/e457a842-b746-11e8-b3ef-799c8613f4a1> [consulté en septembre 2018] ; BOWCOTT, Owen, « GCHQ Data Collection Regime Violated Human Rights, Court Rules », *op. cit.* ; CRISP, James, « British Spies Broke Law in GCHQ Mass Surveillance, Says European Court of Human Rights », in *The Telegraph*, le 13 septembre 2013 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/technology/2018/09/13/british-spies-broke-law-gchq-mass-surveillance-says-european/> [consulté en septembre 2018] ; GIBB, Frances, « Government's Mass Surveillance of Emails was Illegal », in *The Times*, le 14 septembre 2018 [en ligne], <https://www.thetimes.co.uk/article/governments-mass-surveillance-of-emails-was-illegal-853c7cc83> [consulté en septembre 2018] ; *The Daily Mail*, « British Spies Violated Privacy and Free Speech Laws with GCHQ Programme Revealed by Edward Snowden, European Court Rules », le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-6163665/British-spies-violated-privacy-free-speech-laws-European-court-rules.html> [consulté en septembre 2018].

¹⁴⁸² *National Union of Journalists*, « NUJ Welcomes ECHR Judgment on UK Surveillance of Journalists », le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://www.nuj.org.uk/news/echr-judgement-surveillance-journalists/> [consulté en septembre 2018] ; OLDROYD, Rachel, « Bureau Wins Landmark Press Freedom Case at the European Court of Human Rights », in *The Bureau of Investigative Journalism*, le 13 septembre 2018 [en ligne], <https://www.thebureauinvestigates.com/stories/2018-09-13/bureau-wins-case-to-defend-press-freedom-at-the-european-court-of-human-rights> [consulté en septembre 2018] ; *Privacy International*, « Q & A: European Court of Human Rights Rules UK Mass Surveillance Laws Violate Rights », le 14 septembre 2018 [en ligne],

secrétaire générale du syndicat national des journalistes britannique, souligne la défense du journalisme dans l'intérêt public :

*Cette décision est un excellent résultat pour le journalisme éthique et les journalistes au Royaume-Uni. Nous faisons campagne depuis des années contre les lois répressives de surveillance du gouvernement du Royaume-Uni, qui sont néfastes pour l'intérêt public. Nous continuerons à utiliser tous les moyens dont nous disposons pour améliorer et amender les lois actuelles et les codes de conduite.*¹⁴⁸³

Cependant, dans le contexte d'incertitude persistante au sujet de la normalisation de la surveillance de masse, en attendant la décision finale de la Cour européenne des droits de l'homme, les conséquences sur les pratiques journalistiques ne peuvent pas être sous-estimées. À cet égard, le discours d'Alan Rusbridger lors d'une conférence à la *London School of Economics and Political Science*, le 28 mars 2014, alors qu'il est encore rédacteur en chef du *Guardian*, reste toujours aussi pertinent :

*Tout journaliste se doit de comprendre que la communication numérique confidentielle n'existe pas. Aucun d'entre nous ne dispose de sources confidentielles. Pour la plupart des journalistes, le cryptage pair à pair est difficile, assez chronophage, et la plupart des journalistes ne le font pas. Nous devons tous travailler sur cet aspect, dans ce monde où les gens peuvent tout intercepter.*¹⁴⁸⁴

Étant donné que le recours aux technologies numériques en matière de surveillance de masse met en cause fondamentalement la protection des sources¹⁴⁸⁵, la sensibilisation des journalistes au sujet du cryptage des données communicatives et l'amélioration des systèmes de sécurité devient un élément essentiel pour maintenir l'accès à l'information. À l'ère « post-Snowden », c'est ce qui permet au journalisme de réaffirmer sa légitimité, notamment dans le

<https://privacyinternational.org/feature/2271/qa-european-court-human-rights-rules-uk-mass-surveillance-laws-violate-rights> [consulté en septembre 2018].

¹⁴⁸³ « This ruling is a great result for ethical journalism and journalists in the UK. We have been campaigning for years against the UK government's repressive surveillance laws that are detrimental to the public interest. We will continue to use all the avenues available to us to improve and amend the current laws and codes of practice. The Bureau should be congratulated for its excellent work and this is a hugely significant and positive outcome » : *National Union of Journalists*, « NUJ Welcomes ECHR Judgment on UK Surveillance of Journalists », *op. cit.*

¹⁴⁸⁴ « Every journalist should understand that there is no such thing as confidential digital communication. None of us have confidential sources. Peer to peer encryption is difficult for most journalists and it is quite time consuming and most journalists don't do it. We are all going to have to work on this, in this world where people can intercept everything » : PONSFORD, Dominic, « Rusbridger on How no Journalist's Sources are Safe, Joining IPSO and why he would have Kept News of the World Open », *in Press Gazette*, le 28 mars 2014 [en ligne], <https://www.pressgazette.co.uk/rusbridger-how-no-journalists-sources-are-now-safe-joining-ipso-and-why-he-would-have-kept-news/> [consulté en janvier 2018].

¹⁴⁸⁵ ROGERSON, Matt, *op. cit.*, p. 29.

cadre des projets collaboratifs internationaux résultant de fuites massives anonymes d'intérêt public.

5.2.2. La réaffirmation de la légitimité journalistique dans le contexte de fuites massives anonymes d'intérêt public : les « Panama Papers » de 2016 et les « Paradise Papers » de 2017

Lancé en 1997 à l'initiative du Centre pour l'intégrité publique (*Center for Public Integrity*), le Consortium international des journalistes d'investigation (*International Consortium of Investigative Journalists*) est une organisation non-gouvernementale indépendante depuis le 24 février 2017, dont le siège social se situe à Washington D.C.¹⁴⁸⁶. Cette organisation est composée actuellement d'une équipe de trente-trois membres qui s'appuie sur un réseau de 249 journalistes d'investigation basés dans plus de 90 pays et sur des partenariats avec 121 organes médiatiques dans le monde entier, y compris le *Guardian* et *BBC Panorama* pour ce qui concerne le Royaume-Uni¹⁴⁸⁷. Parmi ses objectifs, le Consortium souligne son souhait de promouvoir la collaboration du public, des lanceurs d'alerte et des journalistes d'investigation par le biais de partage « de tuyaux, de fuites, d'idées de reportages »¹⁴⁸⁸. Il cherche ainsi à puiser dans l'expertise d'un réseau international, au-delà de la concurrence inhérente à l'industrie de la presse et de la radiodiffusion, en exploitant les possibilités offertes par les échanges dans les espaces numériques¹⁴⁸⁹. Dans un contexte marqué par le manque de moyens humains et matériels consacrés au journalisme d'investigation, lié à leurs réductions par les organes de la presse et de la radiodiffusion¹⁴⁹⁰, cette stratégie permet de mener à bien de nombreuses enquêtes collectives¹⁴⁹¹. Les sujets sont de grande envergure et concernent par exemple le crime organisé transnational ou encore la corruption au sein des

¹⁴⁸⁶ *International Consortium of Investigative Journalists*, « About », date non indiquée [en ligne], <https://www.icij.org/about/> [consulté en juin 2019] ; RYLE, Gerard, « After Panama Papers Success, ICIJ Goes Independent », in *International Consortium of Investigative Journalists*, le 26 février 2017 [en ligne], <https://www.icij.org/blog/2017/02/after-panama-papers-success-icij-goes-independent/> [consulté en mars 2018].

¹⁴⁸⁷ *International Consortium of Investigative Journalists*, « About », *op. cit.*

¹⁴⁸⁸ « [...] tips, leaks and story ideas [...] » : *Ibid.*

¹⁴⁸⁹ HARDING, Luke, « En avant », in OBERMAIER, Frederik et OBERMAYER, Bastian, *The Panama Papers: Breaking the story of how the rich and powerful hide their money*, Londres : Oneworld Publications, édition révisée, 2017, p. ix.

¹⁴⁹⁰ *Ibid.*

¹⁴⁹¹ *International Consortium of Investigative Journalists*, « All Our Investigations », date non indiquée [en ligne], <https://www.icij.org/investigations/page/3/> [consulté en juin 2019] ; RYLE, Gerard, *op. cit.*

entreprises et des gouvernements¹⁴⁹². Il s'agit d'aller puiser dans les vastes quantités de données non-structurées pour faire ressortir les informations susceptibles d'alimenter des reportages¹⁴⁹³.

Parmi les projets de collaboration cherchant à exploiter ainsi des fuites anonymes, plusieurs ont trait à l'évasion fiscale et aux accords fiscaux comme, par exemple, le scandale dit des *Offshore Leaks*¹⁴⁹⁴. Celui-ci a éclaté au grand jour en avril 2013 et résultait de plusieurs années de recherches et d'analyses journalistiques¹⁴⁹⁵. Démontrant l'infrastructure des paradis fiscaux et son utilisation à des fins de fraude fiscale et de blanchiment d'argent à l'échelle mondiale, l'ampleur des *Offshore Leaks* est la plus conséquente jusqu'alors, atteignant 260 gigaoctets, soit 2,5 millions de documents, et dévoilant l'existence de plus de 120 000 comptes individuels extraterritoriaux de 170 pays et territoires¹⁴⁹⁶. Cependant, ce record a été rapidement battu par la fuite de documents classés confidentiels dits des *Panama Papers* de 2016, composée de 2,6 téraoctets, soit 11,5 millions de fichiers¹⁴⁹⁷, ainsi que celle désignée par le nom de *Paradise Papers* de 2017, constituée de 1,4 téraoctets, soit 13,4 millions de fichiers¹⁴⁹⁸.

Fuite de documents la plus conséquente jusqu'à présent, les *Panama Papers* sont issus de Mossack Fonseca, cabinet d'avocats panaméen spécialisé en matière de vente de sociétés extraterritoriales¹⁴⁹⁹. Les documents couvrent la période allant de la fondation du cabinet en 1977 jusqu'en décembre 2015, alors qu'il était le quatrième fournisseur le plus important du monde dans son domaine¹⁵⁰⁰. En mars 2018, Mossack Fonseca annonce la cessation de ses

¹⁴⁹² *Ibid.*

¹⁴⁹³ MCKENNA, Brian, « Panama Papers Technology Shows Data Journalism at its Best », in *Computer Weekly*, le 2 août 2016 [en ligne] <https://www.computerweekly.com/news/450301758/Panama-Papers-technology-shows-data-journalism-at-its-best> [consulté en mars 2018].

¹⁴⁹⁴ GALLEGO, Cecile, « How to Investigate Companies Found in the Offshore Leaks Database », in *International Consortium of Investigative Journalists*, le 23 janvier 2018 [en ligne], <https://www.icij.org/blog/2018/01/investigate-companies-found-offshore-leaks-database/> [consulté en juin 2019].

¹⁴⁹⁵ *Ibid.*

¹⁴⁹⁶ HARDING, Luke, « What are the Panama Papers? A Guide to History's Biggest Data Leak », *op. cit.* ; *International Consortium of Investigative Journalists*, « Secret Files Expose Offshore's Global Impact », le 2 avril 2013 [en ligne], <https://www.icij.org/investigations/offshore/secret-files-expose-offshores-global-impact/> [consulté en mars 2018] ; NOUGAYRÈDE, Natalie, « Le système offshore, cet ennemi patenté de la démocratie », in *Le monde*, le 4 avril 2013 [en ligne], https://www.lemonde.fr/evasion-fiscale/article/2013/04/04/le-systeme-offshore-cet-ennemi-patente-de-la-democratie_3153426_4862750.html [consulté en mars 2018] ; *International Consortium of Investigative Journalists*, « Offshore Leaks Database », date non indiquée [en ligne], <https://offshoreleaks.icij.org/> [consulté en mars 2018].

¹⁴⁹⁷ HARDING, Luke, « What are the Panama Papers? A Guide to History's Biggest Data Leak », *op. cit.*

¹⁴⁹⁸ *The Guardian*, « Revealed: Paradise Papers Leak Reveals Secrets of World Elite's Hidden Wealth », *op. cit.*

¹⁴⁹⁹ HAMILTON, Martha, « Panamanian Law Firm Is Gatekeeper to Vast Flow of Murky Offshore Secrets », in *International Consortium of Investigative Journalists*, le 3 avril 2016 [en ligne], <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/20160403-mossack-fonseca-offshore-secrets/> [consulté en mars 2018] ; HARDING, Luke, « What are the Panama Papers? A Guide to History's Biggest Data Leak », *op. cit.* ; *The Guardian*, « Mossack Fonseca: Inside the firm that helps the super-rich hide their money », le 8 avril 2016 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2016/apr/08/mossack-fonseca-law-firm-hide-money-panama-papers> [consulté en mars 2018].

¹⁵⁰⁰ *Ibid.*

activités en raison du ternissement de sa réputation suite aux révélations de son rôle dans l'évasion fiscale à l'échelle mondiale¹⁵⁰¹. Pour leur part, les *Paradise Papers* relèvent de la période de 1950 à 2016, et émanent de plusieurs sources : *Appleby*, cabinet d'avocats bermudien spécialisé dans l'optimisation fiscale, *Estera et Asiatic Trust*, fournisseurs centrés sur les services aux entreprises, et des registres du commerce situés dans dix-neuf juridictions fiscales¹⁵⁰². Les documents ont trait aux affaires fiscales de centaines d'acteurs politiques, de célébrités, et même aux biens privés du monarque du Royaume-Uni¹⁵⁰³.

Les documents contenus dans les *Panama Papers* et les *Paradise Papers* ont été fournis par des lanceurs d'alerte anonymes au quotidien allemand de centre-gauche basé à Munich, *Süddeutsche Zeitung*¹⁵⁰⁴. Étant donné que l'équipe de journalistes d'investigation de cette publication ne comporte que cinq membres, elle fait le choix de partager les données avec le Consortium international des journalistes d'investigation, comme précédemment pour d'autres projets tels que les *Offshore Leaks*¹⁵⁰⁵. Plus particulièrement, c'est Bastian Obermayer qui a réceptionné les données cryptées en 2014, connues collectivement comme les *Panama Papers*¹⁵⁰⁶. D'après ses explications, le lanceur d'alerte anonyme (John Doe) avait déjà tenté

¹⁵⁰¹ HAMILTON, Martha, *op. cit.* ; MORENO, Elida, « Panama Papers Law Firm Mossack Fonseca to Shut Down After Tax Scandal », in *Reuters*, le 15 mars 2018 [en ligne], <https://www.reuters.com/article/us-panama-corruption/panama-papers-law-firm-mossack-fonseca-to-shut-down-after-tax-scandal-idUSKCN1GQ34R> [consulté en mars 2018] ; SLAWSON, Nicola, « Mossack Fonseca Law Firm to Shut Down After Panama Papers Tax Scandal », in *The Guardian*, le 14 mars 2018 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2018/mar/14/mossack-fonseca-shut-down-panama-papers> [consulté en mars 2018].

¹⁵⁰² ALLSOP, Jon, « The Quiet Impact of the Paradise Papers », in *Columbia Journalism Review*, le 22 décembre 2017 [en ligne], <https://www.cjr.org/watchdog/paradise-papers-icij-tax-havens.php> [consulté en mars 2018] ; BENGTTSSON, Helena et HOPKINS, Nick, « What are the Paradise Papers and What do they Tell Us? », in *The Guardian*, le 5 novembre 2017 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2017/nov/05/what-are-the-paradise-papers-and-what-do-they-tell-us> [consulté en mars 2018] ; HARDING, Luke, « What are the Panama Papers? A Guide to History's Biggest Data Leak », *op. cit.* ; *The Guardian*, « Revealed: Paradise Papers Leak Reveals Secrets of World Elite's Hidden Wealth », *op. cit.*

¹⁵⁰³ *Ibid.* ; SHIEL, Fergus, « Paradise Papers: ICIJ Partners and Appleby Agree to Settlement », in *International Consortium of Investigative Journalists*, le 4 mai 2018 [en ligne], <https://www.icij.org/blog/2018/05/paradise-papers-icij-partners-appleby-agree-settlement/> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁰⁴ JASCHENSKY, Wolfgang, OBERMAIER, Frederik, OBERMAYER, Bastian et WORMER, Vanessa, « About the Panama Papers », in *Süddeutsche Zeitung*, date non indiquée [en ligne], <https://panamapapers.sueddeutsche.de/articles/56febff0a1bb8d3c3495adf4/> [consulté en mars 2018] ; OBERMAIER, Frederik et OBERMAYER, Bastian, *The Panama Papers: Breaking the Story of How the Rich and Powerful Hide their Money*, *op. cit.*, pp. 1-9 ; *Süddeutsche Zeitung*, « These are the Paradise Papers », date non indiquée [en ligne], <https://projekte.sueddeutsche.de/paradisepapers/politik/this-is-the-leak-e866529/> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁰⁵ JASCHENSKY, Wolfgang, OBERMAIER, Frederik, OBERMAYER, Bastian et WORMER, Vanessa, « About the Panama Papers », *op. cit.*

¹⁵⁰⁶ *BBC*, « Panama Papers: What Happened Next? », le 26 décembre 2016 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/world-38319026> [consulté en mars 2018] ; *International Consortium of Investigative Journalists*, « Journalists: Bastian Obermayer », date non indiquée [en ligne], <https://www.icij.org/journalists/bastian-obermayer/> [consulté en mars 2018] ; OBERMAIER, Frederik et OBERMAYER, Bastian, *The Panama Papers: Breaking the story of how the rich and powerful hide their money*, *op. cit.*, pp. 1-9.

d'attirer l'intérêt de plusieurs organes de presse internationaux avant de se tourner vers le *Süddeutsche Zeitung*¹⁵⁰⁷. Dans une déclaration écrite de 1800 mots intitulée « La révolution sera numérisée » (*The Revolution Will Be Digitized*), adressée au journal allemand et au Consortium, John Doe insiste notamment sur la nécessité d'une meilleure protection des lanceurs d'alerte, ainsi que l'intérêt public lié aux débats concernant l'inégalité des revenus et la corruption à l'échelle mondiale¹⁵⁰⁸. Bastian Obermayer et son collègue Frederik Obermaier ont joué un rôle clé dans la mise en place du projet de collaboration journalistique transnationale¹⁵⁰⁹. Leur rôle leur a valu de remporter, au nom du Consortium, le prestigieux prix Pulitzer 2017 en journalisme d'éclairage (*explanatory reporting*), conjointement avec le quotidien américain *Miami Herald* et l'entreprise de presse américaine *McClatchy*¹⁵¹⁰. Selon Luke Harding, correspondant étranger auprès du *Guardian* ayant participé aux révélations des *Panama Papers* :

*Ce projet [les Panama Papers] était différent. Via une plateforme sécurisée, dénommée iHub, les journalistes étaient encouragés à ne pas se livrer concurrence mais à partager activement des informations et à échanger des pistes et des tuyaux. C'est ce que nous avons fait, dans une rafale de courriels cryptés. Depuis un certain temps, l'industrie mondiale des médias est dans un état de morosité. Les journaux réduisent les effectifs ; le marché publicitaire s'est effondré. Et pourtant, soudainement, ce modèle contre-intuitif de coopération semblait être la voie à suivre à un moment où les organisations médiatiques étaient fauchés.*¹⁵¹¹

Harding insiste ici sur la nature exceptionnelle, à peine imaginable, d'une telle coopération au-delà des intérêts des publications concurrentielles, et l'espoir que cela représente

¹⁵⁰⁷ ZEROFKY, Elisabeth, « How a German Newspaper Became the Go-To Place for Leaks like the Paradise Papers », in *The New Yorker*, le 11 novembre 2017 [en ligne], <https://www.newyorker.com/news/news-desk/how-a-german-newspaper-became-the-go-to-place-for-leaks-like-the-paradise-papers> [consulté en mars 2018].

¹⁵⁰⁸ DOE, John, « The Revolution Will Be Digitized », in *International Consortium of Investigative Journalists*, « John Doe Manifesto: Panama Papers Source Offers Documents to Governments, Hints at More to Come », le 6 mai 2016 [en ligne], <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/20160506-john-doe-statement/> [consulté en mars 2018].

¹⁵⁰⁹ *International Consortium of Investigative Journalists*, « Journalists: Bastian Obermayer », *op. cit.* ; *International Consortium of Investigative Journalists*, « Journalists: Frederik Obermaier », date non indiquée [en ligne], <https://www.icij.org/journalists/frederik-obermaier/> [consulté en mars 2018].

¹⁵¹⁰ « The 2017 Pulitzer Prize Winner in Explanatory Reporting », in *Pulitzer*, date non indiquée [en ligne], <https://www.pulitzer.org/winners/international-consortium-investigative-journalists-mcclatchy-and-miami-herald> [consulté en mars 2018].

¹⁵¹¹ « This project was different. Via a secure platform, called the iHub, journalists were encouraged not to compete with each other but to share information actively and to swap leads and tips. We did, in a flurry of encrypted emails. For some time the global media industry has been in a state of gloom. Newsrooms are downsizing; the ad market has collapsed. Suddenly, though, this counter-intuitive model of cooperation looked like the way to go at a time when media organizations were broke » : HARDING, Luke, « En avant », in OBERMAIER, Frederik et OBERMAYER, Bastian, *The Panama Papers: Breaking the story of how the rich and powerful hide their money*, *op. cit.*, p. ix.

pour le journalisme d'investigation dans l'intérêt public malgré le manque de moyens. Le directeur du Consortium, Gerard Ryle, présente également ce projet sous cet angle¹⁵¹². Lors d'une conférence organisée par la fondation non lucrative *TED (Technology, Entertainment and Design)*, à Banff (Canada) en juin 2016, il évoque l'image des journalistes en tant que loups solitaires¹⁵¹³. Ryle mentionne les tensions inévitables au sein de cette équipe de 376 participants, survenues notamment lors de la semaine précédant les publications simultanées du 3 avril 2016 dans soixante-seize pays¹⁵¹⁴. D'où le caractère d'autant plus exceptionnel de la réussite selon lui :

*Mais là où il y a une crise, il y a aussi des opportunités [...] Il y a une certaine ironie dans ce que nous avons pu accomplir. La technologie – Internet – qui a mis à bas le modèle économique, nous permet de réinventer le journalisme lui-même et cette dynamique produit un niveau de transparence et d'impact sans précédent.*¹⁵¹⁵

Par ailleurs, Ryle défend le mode de travail adopté dans le cadre des *Panama Papers* du point de vue de l'éthique professionnelle, comme en témoigne son échange avec le magazine mensuel et périodique américain *Wired*, en avril 2016 : « Nous ne sommes pas Wikileaks. Nous essayons de montrer que le journalisme peut se faire de manière responsable »¹⁵¹⁶. Cette comparaison entre le Consortium et *Wikileaks* semble sous-entendre un jugement négatif à l'égard de la réputation de ce dernier, et le souhait de s'en éloigner pour éviter toute critique et réaffirmer la légitimité du journalisme professionnel. Ryle insiste ainsi sur l'éthique liée au tri, à l'analyse et au choix des informations à publier, et à la contextualisation à donner¹⁵¹⁷. Afin d'exploiter les bases massives de données non structurées des *Panama Papers* et *Paradise Papers*, les journalistes se servent de logiciels tels que ceux fournis par *Nuix*, entreprise australienne spécialisée dans ce domaine, à des fins d'indexation, de recherches et d'extraction

¹⁵¹² RYLE, Gerard [enregistrement audiovisuel], communication présentée lors d'une conférence intitulée « TED Summit 2016 » à Banff (Canada), du 26 au 30 juin 2016 [en ligne], https://www.ted.com/talks/gerard_ryle_how_the_panama_papers_journalists_broke_the_biggest_leak_in_history/discussion?nolanguage=nya [consulté en juin 2019] ; *TED Summit*, « Speakers », date non indiquée [en ligne], <https://tedsummit2016.ted.com/speakers> [consulté en juin 2019].

¹⁵¹³ *Ibid.*

¹⁵¹⁴ *Ibid.*

¹⁵¹⁵ « But where there is crisis, there is also opportunity [...] There's a kind of irony in what we've been able to do. The technology – the Internet – that has broken the business model, is allowing us to reinvent journalism itself and this dynamic is producing unprecedented levels of transparency and impact » : *Ibid.*

¹⁵¹⁶ « We are not Wikileaks. We're trying to show that journalism can be done responsibly » : RYLE, Gerard, in GREENBERG, Andy, « How Reporters Pulled Off the Panama Papers, the Biggest Leak in Whistleblower History », in *Wired*, le 4 avril 2016 [en ligne], <https://www.wired.com/2016/04/reporters-pulled-off-panama-papers-biggest-leak-whistleblower-history/> [consulté en mars 2018].

¹⁵¹⁷ *Ibid.*

des informations correspondantes¹⁵¹⁸. Cette entreprise avait offert au Consortium un nombre limité de licences de logiciels en vue des travaux relatifs aux *Offshore Leaks* en 2013¹⁵¹⁹. Les journalistes se sont ensuite servis de *Neo4j*, logiciel de base de données orientée graphe, qui leur est offert par l'entreprise du même nom, ainsi que de logiciels de visualisation de données fournis par *Linkurious*, entreprise française spécialisée dans ce domaine¹⁵²⁰.

Dès les premières révélations du 3 avril 2016 liées aux *Panama Papers*, un article paru dans le magazine hebdomadaire américain *Time* évoque la possibilité que l'on assiste à la crise du capitalisme la plus conséquente de tous les temps¹⁵²¹. Selon les estimations actuelles, c'est l'équivalent de 10 pour cent du produit intérieur brut (PIB) au niveau mondial qui se trouve dans des paradis fiscaux, même si cette moyenne cache une grande hétérogénéité puisque ce taux atteint jusqu'à l'équivalent de 60 pour cent du PIB dans certains pays et régions¹⁵²². Compte tenu de la richesse illicite dissimulée dans les paradis fiscaux, les révélations ont été accompagnées de certains effets transformateurs immédiats liés notamment à l'éthique de gouvernance et à la lutte contre la corruption, au Royaume-Uni comme ailleurs¹⁵²³. À titre d'illustration, en juin 2013, David Cameron, alors Premier ministre, avait annoncé son souhait d'instaurer un registre des propriétés véritables accessible à l'administration fiscale, pour mettre fin à la culture du secret autour de l'évasion fiscale, et de sanctionner en cas de corruption¹⁵²⁴. Il avait profité notamment de sa présidence du groupe des huit (G8) cette année-là pour évoquer ce thème au niveau international¹⁵²⁵.

¹⁵¹⁸ CAMPBELL, Duncan, « How ICIJ's Project Team Analyzed the Offshore Files », in *International Consortium of Investigative Journalists*, le 2 avril 2013 [en ligne] <https://www.icij.org/investigations/offshore/how-icijs-project-team-analyzed-offshore-files/> [consulté en mars 2018] ; MCKENNA, Brian, *op. cit.* ; NUIX, « Panama Papers Retrospective: Three Years Later and Featured at Nuix Government Summit », le 23 avril 2019 [en ligne], <https://www.nuix.com/blog/panama-papers-retrospective-three-years-later-and-featured-nuix-government-summit> [consulté en juin 2019].

¹⁵¹⁹ *Ibid.*

¹⁵²⁰ BREWSTER, Thomas, « From Encrypted Drives to Amazon's Cloud - - The Amazing Flight of the Panama Papers », in *Forbes*, le 5 avril 2016 [en ligne], <https://www.forbes.com/sites/thomasbrewster/2016/04/05/panama-papers-amazon-encryption-epic-leak/#4c92b6653a34> [consulté en mars 2018] ; MCKENNA, Brian, *op. cit.* ; SASAKI, Bryce, « The 5-Minute Interview: Mar Cabra, Editor at the ICIJ », in *Neo4j*, le 24 juin 2016 [en ligne], <https://neo4j.com/blog/mar-cabra-icij/> [consulté en mars 2018].

¹⁵²¹ FOROOHAR, Rana, « The Panama Papers Could Lead to Capitalism's Greatest Crisis », in *Time*, le 4 avril 2016 [en ligne], <https://time.com/4280864/panama-papers-capitalism/> [consulté en avril 2018].

¹⁵²² ALSTADSÆTER, Annette, JOHANNESSEN, Niels, ZUCMAN, Gabriel, « Who Owns the Wealth in Tax Havens? Macro Evidence and Implications for Global Inequality », in *Journal of Public Economics*, n° 162, 2018 [en ligne], gabriel-zucman.eu/files/AJZ2018.pdf [consulté en mars 2018], pp. 89-100.

¹⁵²³ BAACK, Stefan, *op. cit.*; TRAUTMAN, Lawrence, *op. cit.*, pp. 807-873.

¹⁵²⁴ CAMERON, David [enregistrement audio], in WATT, Nicholas et WINTOUR, Patrick, « Tax Secrecy to be Swept Away, Says David Cameron », in *The Guardian*, le 15 juin 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2013/jun/14/tax-secrecy-central-register-cameron> [consulté en mars 2018].

¹⁵²⁵ WATT, Nicholas et WINTOUR, Patrick, « Interview: David Cameron: 'G8 Summit is a Chance to Recover National Self-Confidence' », in *The Guardian*, le 14 juin 2013 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2013/jun/14/david-cameron-interview-g8-summit-tax> [consulté en mars 2018].

Cependant, les *Panama Papers* avaient aussi révélé que Cameron avait lui-même profité de bénéfices en provenance de *Blairmore Investment Trust*, fondation d'origine panaméenne basée aux Bahamas¹⁵²⁶. Mise en place par le père du Premier ministre entre autres, cette fondation permettait d'éviter l'imposition au Royaume-Uni¹⁵²⁷. Alors que la *BBC* et le *Guardian* sont seuls au Royaume-Uni à participer au projet du Consortium¹⁵²⁸, leurs premières publications à l'égard de Cameron¹⁵²⁹ ont été largement relayées par la presse, qui affiche sa désapprobation voire sa condamnation des actions du Premier ministre¹⁵³⁰. Ces révélations sont d'autant plus embarrassantes pour Cameron que, comme le rappelle la presse : il avait exigé de tout candidat conservateur aux élections législatives nationales, en mars 2010, qu'il rende publique sa situation fiscale et s'engage à payer entièrement ses impôts pendant la durée de ses fonctions parlementaires ; il est alors chargé d'organiser le sommet anti-corruption du 12 mai 2016 à Londres¹⁵³¹.

Devant l'intensité de cette tempête médiatique, Cameron rend publiques, le 9 avril 2016, sa situation fiscale des six années précédentes¹⁵³². Cependant, selon un sondage réalisé pendant

¹⁵²⁶ BOOTH, Robert, PEGG, David et WATT, Holly, « David Cameron Admits Admits he Profited from Father's Panama Offshore Trust », in *The Guardian*, le 7 avril 2016 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2016/apr/07/david-cameron-admits-he-profited-fathers-offshore-fund-panama-papers> [consulté en mars 2018] ; HOULDER, Vanessa, « Beginner's Guide to Blairmore and the Problem with Offshore Investment », in *Financial Times*, le 8 avril 2016 [en ligne], <https://www.ft.com/content/01f5b790-fd9f-11e5-b5f5-070dca6d0a0d> [consulté en mars 2018] ; HUMPHRYS, John, « The Panama Papers: How Much Transparency do We Need? », in *Yougov*, le 7 avril 2016 [en ligne], <https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2016/04/07/panama-papers-how-much-transparency-do-we-need> [consulté en mars 2018] ; RYLE, Gerard [enregistrement audiovisuel], communication présentée lors de la conférence « TED Summit 2016 » à Banff (Canada), *op. cit.*

¹⁵²⁷ *Ibid.*

¹⁵²⁸ *International Consortium of Investigative Journalists*, « About », *op. cit.*

¹⁵²⁹ Voir par exemple : *BBC*, « Panama Papers: Cameron's Father was Mossack Fonseca Client », le 4 avril 2016 [en ligne], <https://www.bbc.co.uk/news/world-35961422> [consulté en avril 2018] ; GARSIDE, Juliette, « Fund Run by David Cameron's Father Avoided Paying Tax in Britain », in *The Guardian*, le 4 avril 2016 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2016/apr/04/panama-papers-david-cameron-father-tax-bahamas> [consulté en avril 2018].

¹⁵³⁰ Voir par exemple : RILEY-SMITH, Ben et WILKINSON, Michael, « Exclusive: David Cameron's 'Hypocrisy' on Panama Papers After he Ordered All Parliamentary Candidates to Reveal their Tax Affairs », in *The Telegraph*, le 8 avril 2016 [en ligne], <https://www.telegraph.co.uk/news/2016/04/08/panama-papers--david-cameron-admits-he-profited-from-fathers-off/> [consulté en avril 2018] ; SCULTHORPE, Tim, « David Cameron Faces Embarrassment as the Leaked Panama Papers Threaten to Overshadow his International Summit on Tax Avoidance Taking Place NEXT MONTH », in *The Daily Mail*, le 4 avril 2016 [en ligne], <https://www.dailymail.co.uk/news/article-3522876/David-Cameron-faces-embarrassment-Panama-tax-haven-files-leak-threatens-overshadow-international-summit-tax-avoidance-taking-place-MONTH.html> [consulté en avril 2018] ; SIMS, Alexandra, « 'Frankly and Morally Wrong': David Cameron's Past Attacks on Tax Evasion », in *The Independent*, le 8 avril 2016 [en ligne], <https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/david-camerons-past-attacks-on-tax-evasion-after-admitting-to-profiting-offshore-trust-following-a6974001.html> [consulté en avril 2018].

¹⁵³¹ RILEY-SMITH, Ben et WILKINSON, Michael, *op. cit.* ; SCULTHORPE, Tim, *op. cit.* ; *UK Gov*, « Anti-Corruption Summit 2016 », date non indiquée [en ligne], <https://www.gov.uk/government/topical-events/anti-corruption-summit-london-2016/about> [consulté en juin 2019].

¹⁵³² *BBC*, « David Cameron's Mother Gave PM £200,000 Gift », le 10 avril 2016 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/uk-politics-36007718> [consulté en avril 2018] ; *RNS Chartered Accountants*,

les deux jours suivants par *YouGov* à la demande du *Times* auprès d'un échantillon de 1693 personnes, quarante-cinq pour cent des personnes interrogées estimaient que le Premier ministre n'avait pas été fautif s'agissant de ses impôts et de ses investissements, trente-cinq pour cent considéraient qu'il avait été fautif, et vingt pour cent ne se prononçaient pas¹⁵³³. Cela étant, soixante-neuf pour cent des sondés estimaient que les chefs de partis politiques se doivent de rendre publiques leurs déclarations fiscales, soixante-huit pour cent pensaient que la même chose devait s'appliquer aux Ministres, et soixante-cinq sont également de cet avis concernant les députés¹⁵³⁴. Dans le contexte d'attention médiatique portée sur les révélations liées aux *Panama Papers*, les résultats de ce sondage témoignent d'une demande de transparence concernant la situation fiscale des décideurs politiques face à l'opacité des investissements extraterritoriaux.

À ce jour, aucune enquête publique indépendante n'a été initiée par le gouvernement britannique au sujet de l'évasion fiscale, ce qui remet en cause la volonté affichée de faire la lumière sur les mauvaises pratiques et d'y mettre un terme par la voie réglementaire¹⁵³⁵. La Commission d'enquête du Parlement européen portant sur le blanchissement d'argent et l'évasion fiscale (*PANA Committee*) souligne une absence de volonté de dialogue dans la mesure où les services fiscaux et douaniers de Sa Majesté se sont retirés au dernier moment des discussions prévues le 10 février 2017, qui visaient à la rédaction d'un rapport sur ce sujet¹⁵³⁶. Ce département non-ministériel du gouvernement britannique s'abstient de répondre à toute question concernant l'impôt en rapport avec les investissements extraterritoriaux et les

« Schedule of Taxable Sources of Income and Gains », in *UK Gov*, le 9 avril 2016 [en ligne], https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/515399/PM_Tax_Schedule_9_04_2016.pdf [consulté en avril 2018] ; SANDLE, Paul et SHIRBON, Estelle, « UK's Cameron Releases Tax Records to Calm Panama Papers Storm », in *Reuters*, le 10 avril 2016 [en ligne], <https://www.reuters.com/article/us-panama-tax-britain-idUSKCN0X60WL> [consulté en avril 2018].

¹⁵³³ *YouGov/The Times*, « Public Verdict on Tax Furore: Dave not so Dodgy », sondage à propos des intentions de vote et l'évasion fiscale, travail de terrain effectué du 11 au 12 avril 2016, [en ligne], <https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2016/04/14/nothing-dodgy-about-dave> [consulté en avril 2018], p. 19.

¹⁵³⁴ *Ibid.*

¹⁵³⁵ GARSIDE, Juliette et OSBORNE, Hilary, « UK Under Pressure to Act over Tax Havens after Paradise Papers Leak », in *The Guardian*, le 6 novembre 2017 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2017/nov/06/uk-under-pressure-tax-havens-paradise-papers-leak> [consulté en mars 2018] ; *House of Commons Hansard*, « Paradise Papers », le 6 novembre 2017 [en ligne], <https://hansard.parliament.uk/Commons/2017-11-06/debates/36FC99C0-70F6-4822-A222-302E7C829388/ParadisePapers> [consulté en juin 2019], vol. 630, colonne 1196.

¹⁵³⁶ JEZEK, Petr et KOFOD, Jeppe, *Report on the Inquiry into Money Laundering, Tax Avoidance and Tax Evasion*, A8-9999/2017, Strasbourg : European Parliament, le 8 novembre 2017 [en ligne], <http://www.europarl.europa.eu/cmsdata/131460/2017-11-08%20PANA%20Final%20Report.pdf> [consulté en mars 2018], p. 93 ; REMEUR, Cécile « At a Glance: PANA Committee of Inquiry », in *European Parliamentary Research Service*, le 5 décembre 2017 [en ligne], http://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=EPRS_ATA%282017%29614619 [consulté en mars 2018].

dépendances de la Couronne¹⁵³⁷. Le rapport de la Commission d'enquête du Parlement européen, publié le 8 novembre 2017, fait état notamment de l'absence de transparence, de la nécessité de registres des propriétés véritables accessibles, et de la responsabilité du Royaume-Uni dans la surveillance des affaires fiscales liées à ses territoires d'outremer¹⁵³⁸. Le bilan de *Transparency International*, organisation non gouvernementale ayant pour vocation la lutte contre la corruption dans le monde, est implacable : les *Panama Papers* confirment « [...] le rôle du Royaume-Uni en tant que paradis pour les individus corrompus et leurs richesses volées »¹⁵³⁹. Cela étant, le 11 avril 2016, Cameron annonce devant la Chambre des communes la mise en place d'un groupe de travail (*Government taskforce*) destiné à analyser toutes les données provenant de la fuite des *Panama Papers*¹⁵⁴⁰. Une déclaration écrite de ce groupe de travail, présentée devant la Chambre des communes et la Chambre des lords en novembre 2016, fait état d'un grand nombre d'enquêtes en cours visant des individus soupçonnés d'évasion fiscale¹⁵⁴¹. En décembre 2017, il est estimé que cent millions de livres sterling seront récupérés suite aux enquêtes résultant de cette fuite¹⁵⁴².

Les répercussions des publications liées à la fuite des *Paradise Papers*, dont les premières sont publiées le 5 novembre 2017¹⁵⁴³, en sont encore à leur premier stade, dans un

¹⁵³⁷ JEZEK, Petr et KOFOD, Jeppe, *op. cit.*, p. 93.

¹⁵³⁸ *Ibid.*

¹⁵³⁹ « [...] the UK's role as a safe haven for corrupt individuals and their stolen wealth » : *Transparency International*, « Panama Papers Expose UK Role in Global Corruption: Recommendations to End UK Role as a Safe Haven for Corrupt Money », le 7 avril 2016 [en ligne], https://www.transparency.org/news/pressrelease/panama_papers_expose_uk_role_in_global_corruption [consulté en juin 2019] ; *Transparency International*, « What is Transparency International? », date non indiquée [en ligne], <https://www.transparency.org/about> [consulté en avril 2018].

¹⁵⁴⁰ HAMMOND, Philip, « Panama Papers Taskforce: Written Statement – HCWS427 », in *Parliamentary Publications and Records*, le 8 novembre 2016 [en ligne], <https://www.parliament.uk/business/publications/written-questions-answers-statements/written-statement/Commons/2016-11-08/HCWS247/> [consulté en mars 2018] ; *Her Majesty's Revenue and Customs*, « Taskforce Launches Criminal and Civil Investigations into Panama Papers », in *UK Gov*, le 8 novembre 2016 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/news/taskforce-launches-criminal-and-civil-investigations-into-panama-papers> [consulté en mars 2018] ; *UK Gov*, « UK Launches Cross-Government Taskforce on the 'Panama Papers' », le 10 avril 2016 [en ligne], <https://www.gov.uk/government/news/uk-launches-cross-government-taskforce-on-the-panama-papers> [consulté en mars 2018].

¹⁵⁴¹ HAMMOND, Philip, « Panama Papers Taskforce: Written Statement – HCWS427 », *op. cit.* ; YOUNG, George, « Panama Papers Taskforce: Written Statement – HLWS249 », in *Parliamentary Publications and Records*, le 8 novembre 2016 [en ligne], <https://www.parliament.uk/business/publications/written-questions-answers-statements/written-statement/Lords/2016-11-08/HLWS249/> [consulté en mars 2018].

¹⁵⁴² *House of Commons Committee of Public Accounts*, *HMRC's Performance in 2016-17*, HC456, le 20 décembre 2017 [en ligne], <https://publications.parliament.uk/pa/cm201719/cmselect/cmpubacc/456/456.pdf> [consulté en juin 2019], p. 5, para. 1.

¹⁵⁴³ Voir par exemple : *BBC*, « Paradise Papers: Your guide to four years of offshore revelations », le 5 novembre 2017 [en ligne], <https://www.bbc.co.uk/news/business-41877932> [consulté en mars 2018] ; BENGTTSSON, Helena et HOPKINS, Nick, *op. cit.* ; *International Consortium of Investigative Journalists*, « Offshore Trove Exposes Trump-Russia Links and Piggy Banks of the Wealthiest 1 Percent », le 5 novembre 2017 [en ligne], <https://www.icij.org/investigations/paradise-papers/paradise-papers-exposes-donald-trump-russia-links-and-piggy-banks-of-the-wealthiest-1-percent/> [consulté en mars 2018].

contexte où la capacité des services fiscaux et douaniers de Sa Majesté à mener à bien autant d'enquêtes est incertaine en raison d'un manque de moyens¹⁵⁴⁴. Le 14 novembre cette même année, la Chambre des communes mène un débat d'urgence au sujet de l'évasion fiscale¹⁵⁴⁵. Puis, le 1^{er} mai 2018, elle vote en faveur d'un amendement au projet de loi portant sur les sanctions et l'anti-blanchissement d'argent (*Sanctions and Anti-Money Laundering Bill*), afin d'obliger les territoires d'outre-mer britanniques à instaurer des registres des propriétés effectives avant fin 2020¹⁵⁴⁶. Malgré l'adoption de ce projet de loi, qui reçoit la sanction royale le 23 mai 2018¹⁵⁴⁷, l'amendement n'a toujours pas été adopté à ce jour¹⁵⁴⁸. Il reste un long chemin à parcourir, comme en témoigne un rapport publié le 28 mai 2019 par le Réseau pour la justice fiscale (*Tax Justice Network*), organisation non gouvernementale¹⁵⁴⁹. Selon son classement des paradis fiscaux des sociétés de 2019 (*Corporate Tax Haven Index 2019*), qui mesure le niveau de participation de chaque pays à l'opacité financière mondiale, les trois premiers responsables de la prolifération de l'évasion fiscale sont tous des territoires d'outre-mer britannique : les Îles Vierges britanniques, les Bermudes, et les Îles Caïmans¹⁵⁵⁰. Pour sa

¹⁵⁴⁴ *House of Commons Committee of Public Accounts, HMRC's Performance in 2016-17*, HC456, *op. cit.*, p. 5, para. 1.

¹⁵⁴⁵ *House of Commons Hansard*, « Emergency Debate: Tax avoidance and evasion (Paradise Papers) », le 14 novembre 2017 [en ligne], <https://www.parliament.uk/business/news/2017/november/emergency-debate-tax-avoidance-and-evasion-paradise-papers/> [consulté en juin 2019], vol. 631, colonnes 157-190 ; MOR, Federico et SEELY, Antony, *The Paradise Papers*, CDP-2017-0228, Londres : House of Commons Library, le 14 novembre 2017 [en ligne], <https://researchbriefings.parliament.uk/ResearchBriefing/Summary/CDP-2017-0228> [consulté en juin 2019], p. 1.

¹⁵⁴⁶ BOWERS, Simon, « UK Backs Panama Papers Crackdown on 'Dirty Money' Haven », in *International Consortium of Investigative Journalists*, le 1^{er} mai 2018 [en ligne], <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/uk-backs-panama-papers-crackdown-dirty-money-havens/> [consulté en juin 2019] ; *House of Commons, Consideration of Bill (Report Stage): Sanctions and Anti-Money Laundering Bill*, le 1 mai 2018 [en ligne] https://publications.parliament.uk/pa/bills/cbill/2017-2019/0176/amend/sanctions_daily_rep_0430.1-7.html [consulté en juin 2019] ; *The Caribbean Council*, « UK Territories Must Reveal Beneficial Ownership of Offshore Companies by 2021 », date non indiquée [en ligne], <https://www.caribbean-council.org/uk-territories-must-reveal-beneficial-ownership-offshore-companies-2021/> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁴⁷ *UK Parliament*, « Bill Stages: Sanctions and Anti-Money Laundering Act 2018 », date non indiquée [en ligne], <https://services.parliament.uk/bills/2017-19/sanctionsandantimoneylaundering.html> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁴⁸ MANCE, Henry et PARKER, George, « MPs' Ire Greets May's Delay to Vote on Crown Dependencies », in *The Financial Times*, le 4 mars 2019 [en ligne], <https://www.ft.com/content/750c9cfc-3e75-11e9-b896-fe36ec32aee> [consulté en juin 2019] ; SABBAGH, Dan, « Ministers Postpone Bill Debate to Avoid Likely Defeat Over Tax Havens », in *The Guardian*, le 4 mars 2019 [en ligne], <https://www.theguardian.com/politics/2019/mar/04/house-of-commons-financial-services-bill-debate-pulled-crown-dependencies> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁴⁹ MANSOUR, Mark, « New Ranking Reveals Corporate Tax Havens Behind Breakdown of Global Corporate Tax System; toll of UK's tax war exposed », in *Tax Justice Network*, le 28 mai 2019 [en ligne], <https://www.taxjustice.net/2019/05/28/new-ranking-reveals-corporate-tax-havens-behind-breakdown-of-global-corporate-tax-system-toll-of-uks-tax-war-exposed/> [consulté en juin 2019] ; *The Guardian*, « UK and Territories are 'Greatest Enabler' of Tax Avoidance, Study Says », le 28 mai 2019 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2019/may/28/uk-and-territories-are-greatest-enabler-of-tax-avoidance-study-says> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁵⁰ MANSOUR, Mark, *op. cit.* ; *Tax Justice Network*, « Corporate Tax Haven Index – 2019 Results », 2019 [en ligne], <https://corporatetaxhavenindex.org/introduction/cthi-2019-results> [consulté en juin 2019].

part, le Parlement européen met en place, en mars 2018, une commission spéciale dénommée *TAX3*, qui prend en compte les *Paradise Papers*¹⁵⁵¹. Composé de quarante-cinq membres, elle a pour objectif d'enquêter sur les crimes fiscaux à l'échelle européenne et mondiale, et d'instaurer un système de taxation plus juste et plus efficace¹⁵⁵². Parmi les recommandations publiées en mars 2019, cette commission précise que « Les lanceurs d'alerte et les journalistes d'investigation doivent être beaucoup mieux protégés et un fonds européen visant à aider les journalistes d'investigation devrait être instauré »¹⁵⁵³.

Malgré le fort intérêt public des révélations des *Panama Papers* et des *Paradise Papers*, comme en témoigne les réactions et débats susmentionnés des décideurs politiques à l'échelle britannique et européenne, la *BBC* et le *Guardian* subissent de fortes pressions judiciaires liées à leurs publications : *Appleby*, le cabinet d'avocats bermudien spécialisé dans l'optimisation fiscale, a poursuivi ces deux organes médiatiques en justice pour abus de confiance et exigé la remise des six millions de documents qui lui appartiennent¹⁵⁵⁴. Au final, une résolution extrajudiciaire a été conclue entre les partis sans aucune mention de dommages et intérêts¹⁵⁵⁵. Par ailleurs, moins d'un an après les premières révélations des *Panama Papers*, l'opinion publique ne semblait pas être favorable aux journalistes de manière générale : dans le cadre du sondage susmentionné effectué par *YouGov* entre le 26 et le 27 février 2017, 72 pour cent des sondés constataient avoir très peu voire aucune confiance en les journalistes pour agir dans le meilleur intérêt du public¹⁵⁵⁶. Parmi les dix catégories proposées dans le cadre de cette question, les journalistes représentent ainsi la seconde catégorie la moins bien considérée derrière les

¹⁵⁵¹ *European Parliament*, « Tax Crimes: MEPs want EU financial police force and financial intelligence unit », le 26 mars 2019 [en ligne], <http://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20190321IPR32109/tax-crimes-meps-want-eu-financial-police-force-and-financial-intelligence-unit> [consulté en juin 2019] ; PEGG, David, « Paradise Papers: EU Parliament Votes to Launch Tax Inquiry », in *The Guardian*, le 8 février 2018 [en ligne], <https://www.theguardian.com/news/2018/feb/08/paradise-papers-eu-parliament-votes-launch-tax-inquiry> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁵² *Ibid.*

¹⁵⁵³ « Whistleblowers and investigative journalists must be much better protected and an EU fund to help investigative journalists should be set up » : *European Parliament*, « Tax Crimes: MEPs want EU financial police force and financial intelligence unit », *op. cit.*

¹⁵⁵⁴ *International Consortium of Investigative Journalists*, « Press Freedom: Appleby Launches Legal Action Against ICIJ's UK Partners », le 18 décembre 2017 [en ligne], <https://www.icij.org/blog/2017/12/appleby-launches-legal-action-against-icijs-uk-partners/> [consulté en avril 2018] ; MARTINSON, Jane, « Public Interest Journalism Faces a Serious Threat from Paradise », in *The Guardian*, le 24 décembre 2017 [en ligne], <https://www.theguardian.com/media/2017/dec/24/paradise-papers-lawsuit-threatens-public-interest-journalism> [consulté en avril 2018] ; *The Guardian*, « Guardian to Fight Legal Action Over Paradise Papers », le 18 décembre 2017 [en ligne], <https://www.theguardian.com/uk-news/2017/dec/18/guardian-bbc-legal-action-paradise-papers> [consulté en avril 2018].

¹⁵⁵⁵ *Appleby*, « Appleby, Guardian News and Media Limited and the BBC Settle Paradise Papers Dispute », le 4 mai 2018 [en ligne], <https://www.applebyglobal.com/news/appleby-guardian-news-and-media-limited-and-the-bbc-settle-paradise-papers-dispute/> [consulté en juin 2019] ; *BBC*, « Paradise Papers: BBC, Guardian and Appleby Agree Settlement », le 4 mai 2018 [en ligne], <https://www.bbc.co.uk/news/uk-44001176> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁵⁶ *YouGov*, « Security Trumps Privacy in British Attitudes to Cyber-Surveillance », *op. cit.*, pp. 1-2.

directeurs d'entreprises envers lesquels 74 pour cent des personnes interrogées disaient avoir très peu voire aucune confiance¹⁵⁵⁷.

L'assassinat de Daphne Caruana Galizia, journaliste d'investigation maltaise, dans une voiture piégée, le 16 octobre 2017¹⁵⁵⁸, rappelle la sombre réalité des pressions et dangers auxquels les journalistes peuvent se trouver confrontés lorsqu'ils ont affaire à des informations sensibles dans l'intérêt public. Spécialisée en affaires d'anti-corruption, Galizia avait participé au projet collaboratif du Consortium portant sur les *Panama Papers*, ce qui l'avait amenée à publier des articles ayant déplu aux acteurs politiques maltais concernés¹⁵⁵⁹. À ce jour, aucun procès n'a eu lieu à l'encontre des personnes soupçonnées du meurtre¹⁵⁶⁰ bien que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ait réclamé la mise en place d'une enquête publique indépendante sous trois mois¹⁵⁶¹. Deux semaines après l'assassinat de Galizia, Laurent Richard, journaliste d'investigation français, met en place un projet d'échange d'informations en ligne, sur une plateforme cryptée, intitulé « Histoires inédites » (*Forbidden Stories*)¹⁵⁶². Ce projet permet à Réseau de voix libres (*Freedom Voices Network*), organisation à but non lucratif basée à Washington DC et constituée de journalistes d'investigation du monde entier, de reprendre les travaux de journalistes menacés, emprisonnés ou assassinés¹⁵⁶³. Richard explique que l'un des objectifs consiste ainsi à dissuader toute attaque à l'encontre de journalistes, en proposant

¹⁵⁵⁷ *Ibid.*

¹⁵⁵⁸ *The Malta Independent*, « Updated: Daphne Caruana Galizia Killed as Vehicle Blows up in Bidnija; Bomb not in Cabin - Expert », le 16 octobre 2017 [en ligne], <http://www.independent.com.mt/articles/2017-10-16/local-news/Person-dies-as-vehicle-goes-up-in-flames-in-Bidnija-6736180314> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁵⁹ GALIZIA, Daphne, « Running Commentary: Daphne Caruana Galizia's Notebook », date non indiquée [en ligne], <https://daphnecaruanaGalizia.com/> [consulté en juin 2019] ; HENLEY, Jon, « Murdered Panama Papers Journalist's Son Attacks Malta's 'Crooks' », in *The Guardian*, le 17 octobre 2017 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2017/oct/19/daphne-caruana-galizia-establishment-was-out-to-get-her-says-family> [consulté en juin 2019] ; SHERWOOD, Harriet, « Daphne Caruana Galizia's Son: 'They killed my mother but they won't stop me' », in *The Guardian*, le 29 juin 2019 [en ligne], <https://www.theguardian.com/world/2019/jun/29/daphne-caruana-galizia-matthew-they-killed-my-mother-for-exposing-corruption-i-continue-her-work> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁶⁰ *BBC*, « Caruana Galizia Murder: Malta suspect may get pardon », le 19 novembre 2019 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/world-europe-50472482> [consulté en décembre 2019] ; GALIZIA, Matthew, in *BBC*, « Caruana Galizia Murder: Fighting for Justice for my Murdered Mother », le 2 mai 2019 [en ligne], <https://www.bbc.com/news/world-48093331> [consulté en juin 2019] ; SHERWOOD, Harriet, *op. cit.*

¹⁵⁶¹ *Council of Europe*, « PACE Demands Public Inquiry into Death of Daphne Caruana Galizia », le 26 juin 2019 [en ligne], <https://www.coe.int/en/web/portal/-/pace-demands-public-inquiry-into-death-of-daphne-caruana-galizia> [consulté en juin 2019] ; MAYHEW, Freddy, « Calls for Transparency as Public Inquiry into Journalist Daphne Caruana Galizia's Murder Opens in Malta », in *Press Gazette*, le 5 décembre 2019 [en ligne], <https://pressgazette.co.uk/calls-for-transparency-as-public-inquiry-into-journalist-daphne-caruana-galizia-murder-opens-in-malta/> [consulté en décembre 2019].

¹⁵⁶² *Forbidden Stories*, « About Us », date non indiquée [en ligne], <https://forbiddenstories.org/about-us/> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁶³ ALLSOP, Jon, « Breathing New Life into a Murdered Journalist's Work », in *Columbia Journalism Review*, le 19 avril 2018 [en ligne], https://www.cjr.org/the_media_today/daphne_project_forbidden_stories.php [consulté en juin 2019] ; RICHARD, Laurent, « A Warning to the Corrupt: If you kill a journalist, another will take their place », in *The Guardian*, le 16 avril 2018 [consulté en juin 2019].

la sauvegarde des travaux de ces derniers¹⁵⁶⁴. Dans le cadre d'une collaboration spécifique aux travaux de Galizia, intitulée *Daphne Project*, une équipe de quarante-cinq journalistes provenant de dix-huit organes médiatiques ont ainsi travaillé en secret pendant cinq mois¹⁵⁶⁵. Le 17 avril 2018, les premiers résultats sont publiés, notamment par le *Guardian* au Royaume-Uni¹⁵⁶⁶. Richard souligne que cette équipe est constituée de journalistes qui croient au concept de journalisme collaboratif, au-delà des intérêts de toute publication individuelle¹⁵⁶⁷.

Les retombées économiques des révélations des *Panama Papers* et des *Paradise Papers* sont indéniables¹⁵⁶⁸. Les lanceurs d'alerte anonymes et les publications de journalisme collaboratif consécutives ont permis, jusqu'à présent, à vingt-trois pays de récupérer l'équivalent d'au moins 1,2 milliards de dollars américains (plus d'un milliard d'euros) ; des enquêtes ont été menées dans au moins quatre-vingt-deux pays ; les débats se poursuivent au sujet de la justice fiscale, des mécanismes de gouvernance, de la transparence, de la corruption¹⁵⁶⁹. Si ces deux fuites sont exceptionnelles par leur volume, le travail de journalisme collaboratif qui en découle s'inscrit dans une certaine continuité depuis les partenariats de *Wikileaks* avec la presse traditionnelle, en 2010 (déjà discuté dans le chapitre III)¹⁵⁷⁰. Face à la possibilité de futures fuites de masse de ce type, ceux qui seraient tentés par l'évasion fiscale doivent désormais prendre en compte le ternissement de leur réputation en cas de divulgation de leurs actes¹⁵⁷¹.

Cependant, les risques pour les personnes qui dénoncent des malversations sont très élevés, comme en témoignent les diverses attitudes à l'égard de Chelsea Manning et d'Edward

¹⁵⁶⁴ *Ibid.*

¹⁵⁶⁵ ALLSOP, Jon, « Breathing New Life into a Murdered Journalist's Work », *op. cit.* ; FITZGIBBON, Will, « The Daphne Project: 'Her Voice will not be Silenced' », in *International Consortium of Investigative Journalists*, le 17 avril 2018 [en ligne], <https://www.icij.org/blog/2018/04/daphne-project-voice-will-not-silenced/> [consulté en juin 2019] ; *Forbidden Stories*, « The Daphne Project: Every story published so far », date non indiquée [consulté en juin 2019].

¹⁵⁶⁶ *Ibid.*

¹⁵⁶⁷ ALLSOP, Jon, « Breathing New Life into a Murdered Journalist's Work », *op. cit.*

¹⁵⁶⁸ Voir par exemple : FERNANDES, Meena, MCGUINN, Jennifer et ROSSI, Ludovica, *Estimating the Economic Benefits of Whistleblower Protection in Public Procurement: Final Report*, Bruxelles : European Commission, juillet 2017 [en ligne], <https://publications.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/8d5955bd-9378-11e7-b92d-01aa75ed71a1/language-en> [consulté en juillet 2018].

¹⁵⁶⁹ *Transparency International*, « Three Years After the Panama Papers: Progress on horizon », le 4 avril 2019 [en ligne], https://www.transparency.org/news/feature/three_years_after_the_panama_papers_progress_on_horizon [consulté en juin 2019].

¹⁵⁷⁰ BAACK, Stefan, *op. cit.*

¹⁵⁷¹ JOHNSON, Lachlan, « Whistleblowing and Investigative Journalism: Reputations damage and the private governance of aggressive tax planning », in ECCLESTON, Richard et ELBRA, Ainsley (eds.), *Business, Civil Society and the 'New' Politics of Corporate Tax Justice*, 1^{re} édition, 2018, pp. 269-291, p. 269-270.

Snowden¹⁵⁷². Dans un contexte de montée en puissance de la surveillance de masse étatique au détriment de la liberté d'expression des journalistes, la capacité de ces derniers à garantir la confidentialité de l'identité des lanceurs d'alerte reste plus que jamais essentielle¹⁵⁷³. Les possibilités offertes aux lanceurs d'alerte par les nouvelles technologies, et, plus particulièrement, les outils de cryptage des données, peuvent faciliter les échanges avec les journalistes. Néanmoins, il reste un long chemin à parcourir pour que l'ensemble des journalistes s'adaptent aux pratiques de sécurité nécessaires à la protection des sources, alors que les risques de piratage des données sont conséquents¹⁵⁷⁴.

Les scandales à répétition ont mis en exergue la nécessité d'améliorer la protection des lanceurs d'alerte¹⁵⁷⁵. C'est ainsi que, le 16 avril 2019, le Parlement européen a adopté une directive visant à harmoniser les règles à l'échelle européenne, protégeant contre d'éventuelles représailles ceux qui divulguent des informations dans le cadre de leurs activités professionnelles¹⁵⁷⁶. Adoptée à hauteur de 591 voix en faveur, avec seulement 29 voix contre et 33 abstentions¹⁵⁷⁷, et après approbation formelle, les États membres disposent d'une période de deux ans pour effectuer la transposition de la directive dans le droit national¹⁵⁷⁸. La transition vers une culture d'acceptation des lanceurs d'alerte dans l'intérêt public reste donc à évaluer dans les années à venir. Dans le cas spécifique du Royaume-Uni, le niveau de coopération avec les autres États membres de l'Union européenne reste à établir, notamment dans le contexte du référendum du 23 juin 2016 en faveur de la sortie de l'Union européenne¹⁵⁷⁹.

¹⁵⁷² PHILLIPS, Gill, *op. cit.*

¹⁵⁷³ DANBURY, Richard et TOWNEND, Judith, *Protecting Sources and Whistleblowers in a Digital Age*, Londres: Information Law and Policy Centre, février 2017 [en ligne], <https://infolawcentre.blogs.sas.ac.uk/source-protection-report-2017/> [consulté en mai 2018], p. 4.

¹⁵⁷⁴ BRADSHAW, Paul, *op. cit.*, pp. 334-335 ; DANBURY, Richard et TOWNEND, Judith, « Can You Keep a Secret? Legal and Technological Obstacles to Protecting Journalistic Sources », in PRICE, Stuart (ed.), *Journalism, Power and Investigation*, Oxon et New York : Routledge, 1^{re} édition, 2019, pp. 95-112.

¹⁵⁷⁵ KAFTERANIS, Dimitrios, « Rethinking Financial Rewards for Whistle-Blowers Under the Proposal for a Directive on the Protection of Whistle-Blowers Reporting Breaches of EU Law », in *Nordic Journal of European Law*, vol. 2, n° 1, 2019 [en ligne], <https://journals.lub.lu.se/njel/article/view/19787> [consulté en juin 2019], pp. 38-49.

¹⁵⁷⁶ YAKIMOVA, Yasmina, « Protecting Whistle-Blowers: New EU-wide rules approved », in *European Parliament*, le 16 avril 2019 [en ligne], <http://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20190410IPR37529/protecting-whistle-blowers-new-eu-wide-rules-approved> [consulté en juin 2019].

¹⁵⁷⁷ *Ibid.*

¹⁵⁷⁸ *Ibid.*

¹⁵⁷⁹ *UK Gov*, « EU Referendum », date non indiquée [en ligne], <https://www.gov.uk/government/topical-events/eu-referendum> [consulté en juin 2016].